

Durant l'année dernière

Plus de 230 malades transférés
pour des soins à l'étranger

Page 2

Les DEBATS

Votre quotidien national

Produits alimentaires

La facture des importations en recul

La facture des importations de l'Algérie en produits alimentaires a reculé de plus de 400 millions de dollars (-10,5%), durant les cinq premiers mois de 2019, selon la direction générale des Douanes algériennes (DGD).

Page 2



Selon Ali Benflis

L'élection présidentielle est «la voie la moins risquée pour le pays»



Par S. A. Mohamed

Le président du parti Talaie El Hourriyet, Ali Benflis, qui fait partie du forum national pour le dialogue, a, tout en plaidant pour le changement de régime, estimé, hier, que l'organisation de l'élection présidentielle «représente la voie la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays».

«Dire que l'organisation de l'élection présidentielle représente la voie la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays, ce n'est absolument pas nier le caractère impératif du changement de régime politique, de l'organisation d'une transition démocratique et de l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour un Etat de droit», a-t-il écrit dans une contribution publiée par le quotidien *El Watan*. Il a affirmé, à ce titre, que «le prochain mandat présidentiel sera un mandat de transition plein et entier», estimant que «c'est dans ce cadre-là que se trouve la place naturelle de la transition démocratique, de la nouvelle Constitution et de l'objectif global de changement de régime politique». C'est même «une occasion historique» qui s'offre aux Algériens, selon Benflis qui a appelé à «faire de la prochaine élection présidentielle autre chose qu'un autre faux-fuyant, un autre sursis accordé à un régime politique en voie de déchéance ou un semblant de changement sans le changement». Le président du parti Talaie El Hourriyet a mis en garde, à ce titre, contre «l'ouverture précipitée» de ces chantiers. Pour M. Benflis, «sans un président légitime, sans un gouvernement qui serait l'émanation d'une volonté populaire exprimée sans crainte et sans contrainte, l'ouverture précipitée de ces chantiers relèverait du saut vers l'inconnu et participerait, en plus imagé, au navire que l'on veut mener à bon port sans personne aux commandes».

Page 3

Sahara occidental

L'AARASD dénonce l'expulsion de Claude Mangin du Maroc

Page 4



Produits alimentaires

La facture des importations en recul

La facture des importations de l'Algérie en produits alimentaires a reculé de plus de 400 millions de dollars (-10,5%), durant les cinq premiers mois de 2019, selon la direction générale des Douanes algériennes (DGD).



Par Rachid Chihab

Globalement, la facture d'importation des produits alimentaires a atteint 3,53 milliards de dollars (mds usd) sur les cinq premiers mois de l'année en cours, contre 3,95 mds usd durant la même période de l'année écoulée, soit une baisse de près de 416 millions de dollars (-10,52%), précise la direction des études et de la prospectives des Douanes (Depd).

Cette baisse s'explique, essentiellement, par une diminution des importations des céréales, lait et produits laitiers, des sucres... etc.

Représentant près de 33% de la structure des importations alimentaires, les céréales, semoule et farine ont atteint 1,153 mds usd, contre près de 1,433 md usd en 2018, soit une baisse de 19,46%. Les importations des produits laitiers ont également reculé à 619,16 millions usd,

contre 701,13 millions usd, en baisse également de près de 11,7%. La facture d'importation du sucre et des sucreries, a elle aussi reculé pour totaliser 324,04 millions usd, contre 377,01 millions usd (-14,05%). Même tendance pour les résidus et déchets des industries alimentaires, dont les tourteaux et autres résidus solides qui ont été importés pour près de 240 millions usd, contre 354,54 millions usd, en baisse de -32,14%. De janvier à mai derniers, la baisse a concerné aussi d'autres produits alimentaires, mais de moindre ampleur. Il s'agit des importations du café et thé qui se sont chiffrées à 152 millions usd, contre 156,26 millions de dollars (-2,73%), et celles des légumes avec (-2,37%), totalisant 134,12 millions usd, contre 137,38 millions usd durant la même période de comparaison.

En revanche, d'autres groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de

comparaison. Les plus concernés sont les fruits comestibles, les animaux vivants et enfin des préparations alimentaires diverses.

Ainsi, les importations des fruits comestibles (fruits fraîches ou sèches) se sont chiffrées à 131,62 millions usd les cinq premiers mois de 2019, contre 82,16 millions de dollars à la même période de l'année dernière, soit une hausse de 60,20%, détaille la Depd.

Les importations des animaux vivants ont atteint 119,37 millions usd, contre 95,02 millions usd (+25,62%) durant la même période de comparaison.

Cette variation haussière a concerné aussi les préparations alimentaires diverses qui sont passées de 124,23 millions usd à 136,25 millions usd à la même période 2019 (+9,68%).

En plus de ces principaux produits, le reste des biens alimentaires a été importé pour un montant de 644,02 millions usd, contre 586,35 millions usd

(+9,83%).

Concernant l'huile de soja et ses fractions, même raffinées, leurs importations ont reculé de 5,84%, en s'établissant à 266,31 millions usd, contre 282,82 millions usd.

Pour ce qui concerne les médicaments (classés dans le groupe des biens de consommation non alimentaires), leur facture d'importation a enregistré une baisse en s'établissant à 415,17 millions usd, contre 547,70 millions usd à la même période de l'année précédente, soit une baisse de plus de 132,53 millions usd (-24,20%).

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires (hors produits alimentaires stratégiques), avaient été mis en place dès le début de l'année 2018 pour réduire le déficit commercial et promouvoir la production nationale.

R. C.

Durant l'année dernière

Plus de 230 malades transférés pour des soins à l'étranger

Plus de 230 malades ont été transférés pour des soins à l'étranger en 2018, dans le cadre de conventions entre la Caisse de la sécurité sociale et des établissements hospitaliers étrangers, a indiqué, hier à Alger, le représentant de la commission médicale nationale.

«Le nombre de patients transférés pour des soins à l'étranger, toutes pathologies confondues, a été de 233 malades, en 2018, alors qu'il s'élevait à 8 000 durant les années 1990», a précisé le président de la commission, le Pr Rachid Bougherbal, lors d'une rencontre consacrée à la prise en charge des pathologies cardiaques et cardiovasculaires.

De son côté, le chef de département des prestations à la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), Mounir Bougrine, a fait savoir qu'une politique de réduction des transferts pour soins à l'étran-

ger est «actuellement mise en oeuvre», tout en intensifiant la prise en charge, au plan national, des maladies pourvoyeuses de transferts, parmi lesquelles les cardiopathies.

Le même responsable a indiqué, dans ce sens, que des conventions ont été conclues entre la Cnas et des structures privées de soins qui disposent de capacités techniques nécessaires pour la prise en charge, notamment des malades porteurs de pathologies cardiaques.

L'objectif, a-t-il expliqué, étant «l'amélioration de l'accessibilité aux soins aux assurés sociaux et leurs ayants droits, la promotion de la qualité des soins ainsi qu'une meilleure maîtrise de la dépense et des coûts».

A ce propos, M. Bougrine a fait remarquer que, durant l'année précédente, 10 660 patients atteints de pathologies cardiaques avaient bénéficié d'une prise en charge médicale dans des cliniques privées convention-

nées spécialisées, avec une dépense de la Cnas évaluée à 4 milliards de dinars.

Il a souligné que durant la période s'étalant entre 2009 et 2018, plus de 74 600 personnes souffrant des mêmes maladies, ont été prises en charge dans les mêmes cliniques, au nombre de 25, avec une dépense de la Cnas estimée à plus de 27,7 milliards de dinars. Par ailleurs, le directeur général adjoint de la Cnas, Mahieddine Ouaguenouni, a relevé que durant le premier trimestre de l'année en cours, les dépenses de la Caisse pour la prise en charge des malades en matière de chirurgie cardiaque au niveau des cliniques privées conventionnées, ont dépassé 1 milliard de dinars, ajoutant que le transfert des malades pour des soins à l'étranger, notamment pour cette pathologie, a baissé de «plus de 90%».

Bilal L.

Depuis le 1^{er} juin

Près de 2 000 ha de forêts ravagés par le feu

La direction générale des forêts (DGF) a enregistré la destruction de près de 1 970 ha de forêts, à travers le pays suite à la déclaration de 678 incendies depuis le 1^{er} juin dernier au 8 juillet courant.

«Quelque 678 incendies ont été signalés au 8 juillet courant, avec la destruction de 1 970 ha de surfaces forestières», a indiqué le directeur général des forêts, Mahmoudi Ali, dans une déclaration à la presse, en marge de l'installation de la colonne mobile au niveau de la forêt Daoula Kfafsas de Chlef.

Le responsable a estimé que ce bilan est «lourd» en dépit du fait, a-t-il dit, qu'un taux de 50% des surfaces détruites sont des maquis et des herbes sèches. «Il s'agit néanmoins d'un bilan appelé à la hausse», a-t-il observé.

Il a recommandé «la fédération des efforts de tous les partenaires concernés» dans la lutte contre les incendies afin éviter plus de pertes.

A noter qu'une campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêts a été lancée le 1^{er} juin 2019.

En 2017, plus de 54 000 ha de végétations sont parties en fumée dans les incendies à échelle nationale, a déploré Mahmoudi Ali.

Il a, en outre, souligné «le caractère exceptionnel» de la campagne 2018, durant laquelle seulement une «surface de pas plus de 2 300 ha a été détruite par les feux».

Interrogé sur l'atelier de formation de formateurs de la Conservation des forêts à l'enquête sur les causes des incendies de forêts, organisé dernièrement à Batna, en collaboration avec l'ambassade du Japon en Algérie et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Mahmoudi a indiqué que cet atelier «va se poursuivre, en vue de contribuer, à l'avenir, dans l'approfondissement de l'enquête sur les causes des feux pour les prévenir et se préparer à mieux les affronter».

S'exprimant sur les importantes surfaces de récoltes agricoles détruites par les feux durant la présente campagne, le directeur général des forêts les a imputées au «non-respect, par les agriculteurs, des règles de sécurité et de prévention» prescrites en la matière.

Le DGF est, par ailleurs, attendu à Oued Lekseb pour une inspection des pertes causées par les incendies, dernièrement, dans cette région, avant de visiter une pépinière, puis le siège du département des forêts de Ténès.

L. T.

Selon Ali Benflis

L'élection présidentielle est «la voie la moins risquée pour le pays»

Le président du parti Talaie El Hourriyet, Ali Benflis, qui fait partie du forum national pour le dialogue, a, tout en plaidant pour le changement du régime, estimé, hier, que l'organisation de l'élection présidentielle «représente la voie la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays».



Par S. A. Mohamed

«**D**ire que l'organisation de l'élection présidentielle représente la voie la moins longue, la moins risquée et la moins coûteuse pour le pays, ce n'est absolument pas nier le caractère impératif du changement de régime politique, de l'organisation d'une transition démocratique et de l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour un Etat de droit», a-t-il écrit dans une contribution publiée par le quotidien *El Watan*. Il a affirmé, à ce titre, que «le prochain mandat présidentiel sera un mandat de transition plein et entier», estimant que «c'est dans ce cadre-là que se trouve la place naturelle de la transition démocratique,

de la nouvelle Constitution et de l'objectif global de changement de régime politique». C'est même «une occasion historique» qui s'offre aux Algériens, selon Benflis qui a appelé à «faire de la prochaine élection présidentielle autre chose qu'un autre faux-fuyant, un autre sursis accordé à un régime politique en voie de déchéance ou un semblant de changement sans le changement». Le président du parti Talaie El Hourriyet a mis en garde, à ce titre, contre «l'ouverture précipitée» de ces chantiers. Pour M. Benflis, «sans un président légitime, sans un gouvernement qui serait l'émanation d'une volonté populaire exprimée sans crainte et sans contrainte, l'ouverture précipitée de ces chantiers relèverait du saut vers l'inconnu et participerait, en plus

imagé, au navire que l'on veut mener à bon port sans personne aux commandes». Le forum national pour le dialogue qui a tenu samedi une réunion à Alger pour tenter de trouver une solution à la crise «ne réclame pas la paternité d'une solution miracle», a-t-il encore ajouté, soulignant que «la solution durable et définitive à la crise actuelle ne saurait provenir que d'un grand dialogue national autour d'un compromis national». Néanmoins, le président du parti Talaie El Hourriyet a affirmé que ce forum «s'appuie sur quelques évidences pour poser les fondements d'une sortie de crise qui reste à notre portée», citant à ce propos, «la grave crise politique» et ses conséquences économiques, sécuritaires et sociales. Il a cité également dans

le même ordre d'idées, les risques de «dérives et de dérapages» de cette crise qui dure, ainsi que le fait que les objectifs du changement et du renouveau à atteindre font l'objet d'un consensus national, mais aussi la conviction qu'un grand dialogue national peut aider à surmonter l'impasse actuelle. Pour l'ancien chef de gouvernement, les objectifs de la révolution pacifique «ne sont atteints d'aucune équivoque». Ces objectifs, a-t-il poursuivi, concernent «l'édification d'un Etat de droit où la souveraineté populaire tiendrait toute sa place, où la citoyenneté ne serait plus qu'un autre concept trompeur et où les droits et les libertés individuelles et collectives seraient respectés, protégés et garantis de manière intransgressible». **S.A.M.**

Pour le 20^{ème} mardi consécutif

Les étudiants poursuivent leur marche

Par Karima Nacer

La mobilisation estudiantine pour le changement ne faiblit pas. En effet, ils étaient hier encore au rendez-vous pour marcher pour la 20^{ème} fois consécutive à Alger afin de réclamer le départ de tous les symboles du système.

Malgré une température très chaude, la mobilisation des manifestants ne s'est pas essouffée. La communauté estudiantine qui a signé hier, son 20^{ème} acte de mobilisation pour le changement pacifique dans le pays a été accompagnée d'une forte mobilisation citoyenne. A Alger, les étudiants ont pris pour point de départ la place des Martyrs pour marcher jusqu'à Audin. Après avoir observé un rassemblement à la place des Martyrs à 9h du matin, les étudiants ont emprunté la Rue Larbi Ben M'hidi, l'avenue Pasteur où ils étaient confrontés à un cordon sécuritaire. Contraints de rebrousser chemin, ils se sont retrouvés au boulevard Amirouche. Ensuite ils ont emprunté la Rue Richelieu pour accéder enfin à la place Audin. C'est les seuls chemins tolérés par la police. Car les forces anti-émeutes ont occupé et bloqué le tunnel des Facultés et ont dressé des cordons de

sécurité aux entrées principales comme Asselah Houcine, Zighoud Youcef, Hassiba Ben Bouali, le tunnel des Facultés, l'avenue Pasteur. La marche des étudiants a vu une participation moins importante que celles observées depuis le début du mouvement estudiantin, expliquée certainement par les vacances de fin d'année et la fermeture des cités universitaires sauf pour les étudiants de Bab Ezzouar. Mais, il faut dire que des centaines de citoyens, de tout âge, étaient parmi la foule de manifestants, en prenant part à la marche. «Nous sommes déterminés à poursuivre le combat jusqu'au départ de la bande», chantait les manifestants qui soulignent que la mobilisation pacifique se poursuivra jusqu'au départ du système. Selon quelques témoignages, les étudiants affirment qu'ils continueront leur mouvement de protestations durant toute la saison estivale.

Aussi, les étudiants ont scandé des slogans pour la libération des manifestants du «hirak», placés sous mandat de dépôt pour avoir brandi des drapeaux berbères. Ils ont appelé, entre autres, à la libération du moudjahid Lakhdar Bouragaâ, placé en détention provisoire. «Libérez les détenus de l'opinion et le moudjahid Bouragaâ», «Nous voulons

une justice libre» ou encore, «1962 marque la liberté de la terre, 2019, la liberté du peuple» sont les principaux slogans scandés par les manifestants. Les étudiants ont également appelé à la mise en place d'un Etat démocratique. Outre les revendications habituelles pour le départ de tous les symboles de l'ancien régime, les étudiants ont brandi plusieurs banderoles sur lesquelles il était écrit notamment «La souveraineté au peuple» et «Algérie libre et démocratique», «Pas d'élection avec la bande». Aussi, les étudiants ont entonné l'hymne nationale et bien d'autres chansons patriotiques. Dès les premières heures de la matinée, le centre de la capitale a été quadrillé par la police. Malgré un dispositif policier impressionnant déployé entre la place des Martyrs et la Grande-Poste, la marche des étudiants s'est déroulée sans aucun dépassement. Vers 13h, les manifestants se rassemblent à la Rue Khemisti puisque la police a dressé un cordon sécuritaire pour les empêcher de manifester devant la Grande-Poste et ensuite ils se sont dispersés dans le calme. Comme à Alger, les étudiants sont sortis dans plusieurs wilayas pour réclamer le changement.

K.N.

Dahmoune au sujet de la situation en Libye

La solution politique, meilleur moyen pour surmonter la crise

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Salah Eddine Dahmoune, a affirmé, lundi à Alger, que la solution politique était le meilleur moyen pour surmonter la crise en Libye, et ce à travers l'activation du dialogue inclusif entre belligérants dans ce pays, mettant l'accent sur l'attachement de l'Algérie à l'intégrité territoriale de la Libye et à ses efforts pour le recouvrement de sa stabilité dans les plus brefs délais.

Lors de l'audience qu'il a accordée au ministre de l'Intérieur du gouvernement libyen d'Union nationale, Fathi Bachagha, actuellement en visite officielle en Algérie, M. Dahmoune a fait savoir que l'entretien a porté sur «la position de l'Algérie vis-à-vis de la situation globale en Libye», affirmant que «la solution politique est le meilleur moyen à même de surmonter la crise en Libye, et ce à travers la redynamisation du dialogue entre belligérants dans ce pays».

Il a mis l'accent, dans ce sens, sur l'attachement de l'Algérie à l'intégrité territoriale libyenne et son souci de voir ce pays voisin recouvrer sa stabilité, soulignant également «le soutien du peuple algérien au peuple libyen».

«Nous souhaitons que la Libye puisse recouvrer sa stabilité dans les plus brefs délais, car notre stabilité est liée à celle de la Libye», a-t-il indiqué, rappelant, par ailleurs, «les principes de la politique étrangère algérienne qui repose sur la non ingérence dans les affaires internes des pays amis et frères».

M. Dahmoune a fait savoir que les discussions entre les délégations des deux pays avaient porté sur les questions relatives aux ministères de l'Intérieur des deux pays, notamment celles relatives au volet sécuritaire. A ce propos, il a été convenu «de réactiver le comité mixte de sécurité algéro-libyen dans les meilleurs délais», a-t-il dit.

Dans ce cadre, une délégation algérienne devrait visiter la Libye, où doit se tenir dimanche une réunion entre le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et le vice-ministre libyen de l'Intérieur, pour réactiver le comité mixte de sécurité algéro-libyen et examiner l'éventuelle redynamisation du dossier de la lutte contre la drogue et les psychotropes.

R. K.

Sahara occidental

L'AARASD dénonce l'expulsion de Claude Mangin du Maroc

L'Association des amis de la République arabe sahraouie démocratique (Aarasd) a dénoncé hier, l'expulsion du Maroc de la militante Claude Mangin qui s'est envolée dans la matinée pour rendre visite à son époux Naâma Asfari, détenu sahraoui dans la prison de Kenitra.



« L'Association des Amis de la Rasd et toutes les associations en France et en Europe solidaires avec les Sahraouis ou simplement attentives à l'application d'un droit élémentaire, le droit de visite à un parent prisonnier, dénoncent cette nouvelle expulsion et déclarent leur total soutien à toutes les initiatives que pourra prendre Mme Mangin-Asfari pour pouvoir entrer dans la prison de Kenitra où se trouve enfermé son mari », a indiqué l'association française dans un communiqué parvenu à l'APS.

Ces associations, poursuivies le communiqué, vont s'adresser aux autorités françaises afin qu'elles soutiennent Claude Mangin dans l'application de son droit de visite.

Claude Mangin s'est déplacée lundi pour une deuxième

visite de son mari emprisonné à Kenitra (50 km au nord de Rabat), mais elle a été manu militari expulsée de l'aéroport de Casablanca à bord du même avion qui vient d'atterrir à Paris-Orly.

Ce n'est pas la première fois que la militante a été empêchée de rendre visite à son mari et expulsée du Maroc par les autorités marocaines. En janvier dernier, grâce à l'intervention du Quai d'Orsay, elle a été autorisée à rendre visite à Naâma Asfari, détenu depuis novembre 2010, après sa condamnation à 20 ans d'emprisonnement sur la base d'aveux signés sous la torture pour sa participation au camp de protestation du camp sahraoui de Gdeim Izik.

Pour rappel, ce droit de visite lui avait été supprimé pendant 2 ans par les autorités marocaines qui, selon

l'Aarasd, veulent « punir » son engagement aux côtés du peuple sahraoui en lui interdisant tout contact avec son mari. En décembre 2016, rappelle-t-on, le Comité onusien contre la torture (CAT) avait condamné le Maroc pour de multiples violations de la Convention contre la torture : torture pendant l'arrestation, l'interrogatoire et la détention de Naâma Asfari, absence d'enquête sur les allégations de torture répétées, violation de l'obligation de garantir le droit de porter plainte à travers des représailles contre la victime et l'un de ses avocats, violation de l'obligation d'indemnisation et réparation, prise en compte d'aveux signés sous la torture et mauvais traitements en détention.

Deux ONG française et suisse activant dans la promotion et la défense des droits de l'homme avaient déposé,

en juillet 2018, une plainte devant l'ONU pour les violations des droits de l'homme à l'égard des prisonniers politiques sahraouis, dont Naâma Asfari. « Parce qu'il persiste à dénoncer les violations dont ses codétenus sahraouis et lui font l'objet, Naâma Asfari est sans cesse victime de représailles du gouvernement marocain. En réaction, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) et le Service international des droits de l'homme (Isdr) saisissent une nouvelle fois les instances des Nations unies afin qu'elles interpellent le Maroc ».

Claude Mangin, rappelle-t-on, avait engagé en mai 2018 une grève de la faim de 30 jours pour protester contre son empêchement par les autorités marocaines de rendre visite à son mari.

T. K.

RASD

Ghali invité à la cérémonie d'investiture du nouveau président mauritanien

■ Le président de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Brahim Ghali, a reçu l'invitation officielle de son homologue mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, pour assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président de la Mauritanie, Mohamed Cheikh El Ghazouani.

L'invitation a été transmise au chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould Salek, par son homologue mauritanien Ismail Ould Cheikh Ahmed, en marge des travaux du 12^{ème} Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Niamey, pour assister à la cérémonie officielle prévue le 1^{er} août 2019 à Nouakchott, a précisé SPS.

Le candidat de la majorité, Mohamed Cheikh El-Ghazouani, a été proclamé président de la Mauritanie par le Conseil constitutionnel, à l'issue d'un scrutin présidentiel au cours duquel il avait été élu avec 52% des suffrages exprimés au premier tour.

Le président Ghali, arrivé samedi à Niamey pour participer au 12^{ème} sommet de l'UA dont les travaux ont commencé dimanche, a eu des entretiens avec des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA, la Commission de l'Union africaine et les organes de décision de l'Organisation continentale afin de discuter des progrès de la cause sahraouie, au niveau régional et international.

H. L.

CNUCED

Réunion à Genève sur la protection des consommateurs

■ La 4^{ème} réunion du groupe intergouvernemental d'experts (GEI) sur la protection des consommateurs s'est penchée pendant deux jours (lundi et mardi) à Genève sur des thèmes en relation avec la promotion des Principes directeurs des Nations unies pour la protection du consommateur.

Organisée par la Conférence des Nations unies pour le développement (Cnuced), cette réunion qui a réuni des délégués de gouvernements et d'agences spécialisées dans la protection des consommateurs venant de plus de 70 pays, s'est également penchée sur les activités du Groupe de travail sur la protection du consommateur dans le commerce électronique et du Groupe de travail sur la sécurité des produits de consommation.

Ils examineront également la question ayant trait sur la contribution de la protection du consommateur à une consommation durable, les faits nouveaux concernant les cadres juridiques et institutionnels et la carte mondiale de la protection du consommateur, outre l'examen des activités de renforcement des capacités et d'assistance technique. Lors de cette réunion, les discussions porteront, de même, sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des conclusions concertées et adoptées à la troisième session du Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la protection du consommateur, ainsi que sur l'examen collégial volontaire du droit et de la politique de la protection du consommateur de l'Indonésie.

L. H.

France

La ville d'Ivry-sur-Seine accueille des enfants sahraouis

La ville de Vitry-sur-Seine, située à 4 km du sud de Paris, a accueilli samedi un groupe d'enfants sahraouis dans le cadre de la solidarité de cette ville avec ces enfants qui souffrent de l'occupation marocaine de leur pays le Sahara occidental, a-t-on appris lundi auprès des autorités locales.

A cet effet, une réception leur a été organisée samedi soir en présence de la 3^{ème} adjointe au maire de cette ville, Séverine Peter, de la militante française des droits de l'homme, Claude Mangin, et de plusieurs responsables sahraouis.

L'adjointe au maire a rappelé dans une intervention que la ville d'Ivry-sur-Seine est «solidaire et engagée» pour «construire une paix durable jusqu'à ce que le peuple sahraoui obtienne son droit légitime à l'autodétermination et à l'indépendance».

Pour sa part, Claude Mangin a salué cette initiative de «voir que nos valeurs et notre amitié se retrouvent dans le sourire des enfants sahraouis, dans nos centres de vacances et dans les familles bénévoles, une longue tradition à Ivry sur Seine», a-t-on indiqué. Au cours de leur séjour à Vitry-sur-Seine, les enfants des camps de réfu-

giés sahraouis ont bénéficié d'examen médicaux «approfondis», une alimentation «équilibrée» et un large programme d'animation, a-t-on précisé de même source. Les élus locaux leur ont concocté des activités ludiques et culturelles afin de leur permettre d'oublier les conditions de vie difficiles des camps et la chaleur de l'été. Les enfants sahraouis doivent être transféré lundi en colonie dans les Alpes, avant de rejoindre le Havre (Nord) où ils seront accueillis par l'association «Un camion-citerne pour le Sahara».

T. L.

Prix du pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 64 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est élevé lundi à 64,72 dollars le baril, contre 63,55 dollars, la veille (vendredi), a indiqué hier, l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lundi, les prix du pétrole ont terminé en ordre dispersé, les investisseurs restant en retrait entre la montée des tensions autour du programme nucléaire iranien et les inquiétudes sur le ralentissement de la croissance mondiale.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a reculé de 12 cents, ou 0,2%, pour terminer à 64,11 dollars à Londres. La semaine dernière, il avait perdu 3,5%.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août a gagné 15 cents ou 0,3% pour finir à 57,66 dollars, après avoir lâché 1,6% la semaine dernière.

«Les acteurs du marché restent sur leurs gardes avec tous les événements autour de la situation en Iran», observe un analyste.

Téhéran a, en effet, annoncé lundi produire désormais de l'uranium enrichi à au moins 4,5%, dépassant ainsi la limite autorisée par l'accord nucléaire conclu à Vienne en 2015.

Alors que les Etats-Unis se sont retirés l'an dernier de cet accord et ont ensuite imposé de lourdes sanctions économiques à l'Iran, Téhéran cherche à forcer les parties restantes à l'accord (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne et Russie) à l'aider à contourner ces sanctions. Dans le même temps, le ministre iranien de la Défense a affirmé lundi, que l'arraisonnement la

semaine dernière par les autorités britanniques d'un navire-citerne iranien au large de Gibraltar ne «restera pas sans réponse». Selon une agence de presse étrangère, la compagnie britannique BP a d'ailleurs décidé de dérouter un de ses pétroliers afin de le garder hors de portée des côtes iraniennes par peur de mesures de représailles.

Toutefois, le même analyste a signalé qu'«il y a encore quelque temps, tous ces soubresauts auraient fait bondir le baril de deux ou trois dollars. La hausse (lundi) reste finalement limitée». Les acteurs du marché redoutent notamment une baisse de la demande en or noir au moment où la croissance mondiale ralentit et où la production a beaucoup augmenté ces derniers mois aux Etats-Unis.

Pour certains analystes, la croissance de l'offre d'or noir aux Etats-Unis devrait d'ailleurs excéder celle de la demande jusqu'au

moins à la fin 2020.

Avec le prolongement de l'accord de l'Opep et ses partenaires, qui se sont engagées la semaine dernière à limiter leur production, «les graines ont été semées pour une diminution des stocks mondiaux dans les prochaines semaines», estime un spécialiste.

L'Opep et ses dix partenaires ont ainsi décidé, la semaine dernière de prolonger leur accord de réduction de la production pour une durée de neuf mois à partir du 1^{er} juillet tout en adoptant une charte de coopération.

L'Opep avait convenu, en décembre 2018, avec 10 pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non Opep.

H. L.

Ceinture économique de la Route de la soie L'Algérie ratifie le mémorandum d'entente

■ Un décret présidentiel portant ratification du mémorandum d'entente entre l'Algérie et la Chine sur la coopération dans le cadre de l'initiative «la ceinture économique de la Route de la soie et la Route de la soie maritime du XXI^e siècle», a été publié dans le dernier *Journal officiel*.

Signé à Beijing en septembre 2018, entre les gouvernements algérien et chinois, ce mémorandum d'entente sur la coopération dans le cadre de l'initiative «la ceinture économique de la Route de la soie et la Route de la soie maritime du XXI^e siècle» définit les différents aspects de la coopération bilatérale dans le cadre de cette initiative.

A travers cet accord, les deux pays «œuvrent à consolider les relations politiques, renforcer les liens économiques et intensifier l'échange interpersonnel et l'échange culturel, contribuant à la réalisation des objectifs communs du développement».

L'Algérie et la Chine œuvrent également à «instaurer une coopération fructueuse et un développement durable grâce aux potentiels, opportunités et avantages intégrés offerts par les économies des deux pays».

Les deux pays œuvrent aussi à «renforcer la coopération avec les Etats participant à l'initiative et consolider leur développement économique réalisant leur progrès», ainsi qu'à renforcer l'échange et le soutien mutuels, conformément au concept de l'initiative «la ceinture et la Route» fondé sur la coopération, le développement et le gain mutuel, à travers le plein emploi des mécanismes bilatéraux de coopération existants et des mécanismes multilatéraux qui lient les parties.

N. O.

Jeunes porteurs de projets

Plus de 22 000 locaux commerciaux programmés

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Hassan Haddam, a annoncé, lundi à Alger, le lancement d'un programme de 22 000 locaux commerciaux, proposés à l'achat ou à la location, en faveur des jeunes porteurs de projets dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi.

«Quelque 8 754 locaux commerciaux sont proposés, dans un premier temps, aux jeunes porteurs de projets, à titre d'achat ou de location en attendant un autre quota de 14 000 locaux», a fait savoir M. Haddam qui a présidé en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, la cérémonie de lancement de ce programme.

Cette opération est destinée aux jeunes entrepreneurs, dont les projets sont en cours de concrétisation, dans le cadre des

dispositifs d'aide à l'emploi, à l'instar de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la Caisse nationale d'Assurance-chômage (Cnac), l'Agence nationale de gestion du microcrédit (Angem), dans le cadre de la prise en charge des leurs aspirations en matière d'entrepreneuriat, a-t-il souligné. M. Haddam a déclaré que «le Premier ministre a décidé de mettre à la disposition des jeunes porteurs de projets les locaux non exploités, et de valoriser et exploiter tous les investissements réalisés, en accordant la priorité aux jeunes porteurs de projets insérés dans le cadre des différents dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes et la création de micro-entreprises».

Dans cette perspective, ces jeunes bénéficieront des locaux vacants non exploités relevant des organismes sous tutelle du secteur de l'habitat, à l'instar des

Offices de promotion et de gestion immobilière (Opgi), l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (Aadl) et l'Entreprise nationale de promotion immobilière (Enpi).

A cet effet, il a été procédé à l'installation d'une Commission centrale au niveau du ministère du Travail pour la mise en oeuvre de cette décision, et de laquelle sont issues des sous-commissions au niveau local, a-t-il précisé ajoutant que l'attribution de ces locaux s'effectue «selon des mécanismes facilitant les mesures administratives et à un coût à la portée de ces micro-entreprises».

Le ministre a appelé, dans ce sens, les commissions de wilaya à «accélérer le rythme de travail afin de mettre, dans les plus brefs délais, ces locaux à la disposition des jeunes porteurs de projets».

Par ailleurs, le ministre a affir-

mé que son secteur s'attellait depuis trois mois à la tenue de séances de travail avec les micro-entreprises pour faire le point sur leurs préoccupations en vue de «lever les obstacles et mettre en place de nouvelles facilitations».

Rappelant que le Premier ministre «avait ordonné l'arrêt des poursuites judiciaires contre les jeunes entrepreneurs confrontés à des difficultés pour le remboursement des crédits octroyés dans le cadre de la création de leurs entreprises, ainsi que des procédures de saisie de leur matériel», M. Haddam a salué cette mesure qui vient «soulager les porteurs de projets et les encourager à poursuivre leurs activités afin de participer efficacement à l'édification de l'économie nationale».

De son côté, la ministre de la Solidarité nationale a annoncé l'affectation, dans le cadre de cette opération, de «30% des

locaux commerciaux sont destinés aux femmes bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi, en vue de favoriser l'accès de la femme au monde de l'entrepreneuriat».

Conformément aux dispositions de la loi relative à la protection des personnes aux besoins spécifiques, il a été décidé «de consacrer 10% des locaux commerciaux à cette catégorie, et leur aménagement selon les besoins et les spécificités du handicap, notamment la facilitation de l'accès», a-t-elle encore indiqué.

Plus précise, la ministre a ajouté que les locaux réservés aux jeunes porteurs de projets sont proposés à des prix raisonnables et avec des facilitations telles que la prorogation du délai de paiement des montants de l'acquisition ou de la location à plus de cinq années, voire jusqu'à 25 années.

H. L.

Discrimination raciale

L'ONU accable le Maroc

Les Nations unies ont appelé le Maroc à s'acquitter de ses obligations d'éliminer la discrimination raciale envers la communauté amazigh et les migrants, affirmant que les engagements de Rabat en matière des droits de l'homme resteront «lettre morte en l'absence d'un cadre juridique et politique national».



Dans un rapport adressé au Conseil des droits de l'homme, la rapporteure spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance, Mme Tendayi Achiume, a relevé l'absence d'un cadre global de lutte contre le racisme qui entrave l'exercice des droits de l'homme au Maroc.

«Contrairement aux recommandations formulées par diverses parties prenantes internationales et nationales, le

Maroc ne dispose pas d'une législation complète contre la discrimination ou d'une loi spécifique interdisant la discrimination raciale», a-t-elle déploré. «L'égalité en droit n'assure pas l'égalité de fait», a rappelé la rapporteure et d'ajouter, «des défis majeurs persistent et un travail important reste à faire afin d'assurer l'égalité raciale et le droit de chacun à la non-discrimination raciale». Selon l'experte onusienne, «la discrimination persistante à l'encontre des communautés amazighes souligne davantage les carences légales». Ces groupes autochtones, a-t-elle poursuivi, sont victimes de discrimination, de l'exclusion structurelle et des stéréotypes racistes du fait de leur langue et de leur culture.

«Les femmes amazighes

ont signalé qu'elles faisaient face à des formes multiples et intersectionnelles de discrimination en raison de leur genre et de leur identité amazighes», a précisé Mme Achiume.

L'experte des Nations unies a appelé Rabat à «garantir immédiatement aux individus avec un héritage amazigh, la jouissance de leurs droits, notamment l'égalité d'accès à la justice, la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de réunion pacifique et d'association, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels». Elle a également soutenu une adoption immédiate de la loi organique nécessaire à la mise en oeuvre de l'article 5 de la Constitution marocaine, relatif au statut de langue officielle de la langue amazighes. En parallèle, la rap-

porteuse a estimé que davantage de réformes sont nécessaires pour assurer aux migrants et aux réfugiés le droit à l'égalité raciale et le droit à la non-discrimination raciale. «Même si la loi et les politiques nationales garantissent un échantillon de droits aux migrants et aux réfugiés sur une base égale dans tous ces contextes, les violations persistantes des droits et la discrimination restent un obstacle-clé à l'intégration», a-t-elle expliqué.

Mme Achiume s'est dit aussi préoccupé par les informations reçues sur des déplacements forcés, des évictions, et des profilages raciaux et d'autres formes de discrimination contre les populations migrantes et réfugiées.

Bilal L.

Réfugiés

Erdogan critique l'approche des pays européens

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a critiqué hier à Sarajevo, la capitale de la Bosnie-Herzégovine, l'approche des pays européens face au défi des réfugiés, rapportent des médias locaux.

«Alors que les pays de l'Union européenne (UE) ne parviennent pas à s'entendre sur les quotas de migrants, dont les nombres s'expriment en dizaines, la Turquie accueille plus de 4 millions de réfugiés», a-t-il indiqué dans son discours prononcé à l'occasion du Sommet du processus de coopération de l'Europe du Sud-Est. M. Erdogan, cité par l'agence de presse Anadolu, a rappelé que «les efforts de son pays ont permis de réduire de 99% le passage des migrants dans les pays européens». Se basant sur des chiffres relatifs aux migrants irréguliers, le chef de l'Etat turc a rappelé, qu'entre 2005 et 2017, le nombre de migrants interceptés en Turquie «a atteint 1 million», ajoutant qu'avec les mesures prises

en mer Egée, «nous avons réduit considérablement le nombre des tragédies», faisant référence aux naufrages d'embarcations de fortune transportant des réfugiés à destination des côtes européennes. «Les pays des Balkans en tête, nous apportons une contribution inestimable à la sécurité du continent européen. Mais, au cours de cette période difficile, nous n'avons pas reçu le soutien et l'approche humaine souhaités de nos amis européens», a-t-il notamment critiqué, selon Anadolu. M. Erdogan a, en outre, affirmé que le succès du Processus de coopération de l'Europe du Sud-Est n'était pas seulement important pour les pays qui en sont membres, mais également pour la paix, la stabilité et la sérénité du continent européen, avant de souhaiter beaucoup de succès au Kosovo qui va assurer la présidence tournante de l'instance pour la période 2019-2020.

H. M.

Exposition Toutânkhamon à Paris

Déjà un million de billets vendus

■ Un million de billets ont été vendus pour l'exposition «Toutânkhamon, le Trésor du Pharaon» à Paris qui présente 150 objets provenant du Musée du Caire qui pourrait dépasser, ont indiqué hier, les organisateurs.

Cette exposition lancée à la fin mars à la Grande Halle de la Villette, dans le nord-est de la capitale française pourrait dépasser une exposition similaire qui avait attiré 1,2 million de visiteurs en 1967 présente 150 objets provenant du Musée du Caire et qui avaient été trouvés dans la tombe du jeune pharaon en 1922 précisé les organisateurs.

Face à ce succès, les organisateurs ont décidé de prolonger l'exposition d'une semaine, jusqu'au 22 septembre, avec des horaires spécifiques ont été aménagés pour l'été.

Un système de réservation de tickets avait été mis en place, avant même le lancement de l'exposition, pour éviter de longues files d'attente.

«Toutânkhamon, le Trésor du Pharaon» est d'abord partie du Caire pour Los Angeles, avant de gagner Paris. Après Londres, une autre étape est prévue à Sydney. La tournée doit s'achever en 2024, avec plusieurs autres étapes.

C'est le transfert progressif des collections du Musée de la place Tahrir, au Caire, vers le futur Musée national de Gizeh, près des Pyramides, qui a permis qu'un certain nombre d'objets remarquables puissent exceptionnellement quitter l'Egypte pour la dernière fois.

R. H.

Australie

Les géants de la technologie pourraient s'exposer à des restrictions

■ Les géants technologiques, notamment Google et Facebook, pourraient s'exposer à des mesures de restriction pour garantir le respect de la concurrence, a indiqué le Trésorier australien, Josh Frydenberg.

«Il existe de véritables problèmes de concurrence sur le marché de la publicité numérique qui doivent être résolus face à la montée en puissance de l'internet», a souligné le responsable australien dans une déclaration à la presse.

«Il y a aussi des problèmes concernant la confidentialité, la collecte de données et la façon dont elles sont utilisées», a indiqué le ministre, ajoutant que «les médias sociaux et les moteurs de recherche ne vont pas cesser de croître de jour en jour puisque l'économie va devenir davantage numérisée et l'internet plus dominant en matière de commerce».

«Ce sont là de véritables problèmes de concurrence sur lesquels nous devons nous pencher», a-t-il fait savoir.

Au début du mois, la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (Cacc) a remis un rapport au gouvernement consacré à l'emprise sur le marché de Google et de Facebook face aux médias traditionnels. Selon la Cacc, les deux entreprises n'ont payé que 38,3 millions de dollars australiens d'impôts (26,7 millions de dollars américains) en 2018, alors qu'elles captent ensemble 68% des dépenses australiennes en publicité numérique, dont le total annuel s'élève à 8 milliards de dollars australiens (quelque 5,5 milliards de dollars américains).

Près de 68% des Australiens se rendent tous les mois sur Facebook. Environ 90% des recherches des internautes sur ordinateur se font sur Google, un taux qui passe à 98% pour les recherches sur appareil mobile.

H. N.

Tunisie

71 migrants irréguliers secourus au large de Kerkennah

■ Soixante et onze migrants irréguliers de différentes nationalités ont été secourus lundi en début d'après-midi au large des côtes de Kerkennah, en Tunisie, alors qu'ils se dirigeaient vers les côtes italiennes à bord d'une embarcation de fortune.

Le bateau avait démarré de la ville libyenne de Zouara, a indiqué le porte-parole de la garde nationale, le colonel Houssemeddine Jebabli, cité par l'agence de presse tunisienne TAP.

Dimanche, le Croissant-Rouge tunisien a indiqué que trois corps avaient été repêchés au large de la Tunisie, portant à 16 le nombre de cadavres retrouvés après le naufrage d'une embarcation transportant des dizaines de migrants.

K. N.

Gendarmerie d'Alger

Mise en place d'un plan de sécurisation de la saison estivale

Le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger a mis en place un plan de sécurisation de la saison estivale 2019 et ce, dans le souci permanent de garantir la sérénité publique des citoyens et la sécurisation des plages et des différents réseaux de télécommunications, a indiqué, lundi, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques du même corps de sécurité.



Vu la forte affluence des citoyens sur les plages de la capitale et l'augmentation du nombre de véhicules touristiques dans les lieux de détente durant la saison estivale, le Groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger a mis en place un plan de sécurisation, en vue de réunir toutes les conditions nécessaires à la réussite de la saison estivale, et ce, dans le souci permanent de garantir la sérénité publique des citoyens et la sécurisation des

plages et des différents réseaux de télécommunications, a précisé le communiqué.

Selon la même source, des descentes seront menées, avec la participation de toutes les formations fixes et mobiles, soutenues par les sections de sécurité et d'intervention (SSI) et les équipes cynotechniques, en vue de sécuriser et surveiller les lieux connaissant une grande affluence des citoyens ou ceux fréquentés par les délinquants tels que les plages non surveillées, en sus de

l'organisation de missions de reconnaissance, afin de surveiller le réseau routier et les plages et d'intervenir immédiatement en cas d'urgence.

«Toute infraction ou contravention aux lois sera réprimée et sanctionnée notamment en ce qui concerne la gratuité d'accès aux plages, l'aménagement de parkings sans autorisation ou l'utilisation anarchique des motomarines (jet ski) qui sont à l'origine de graves accidents menaçant la vie des estivants» et ce, en application des décisions ministérielles, a

souligné la même source. Dans le domaine de la santé publique, les unités du Groupement ont consacré des activités de prévention dans ce sens et comptent notifier aux autorités administratives compétentes, les activités commerciales en rapport avec le consommateur, ainsi que les éventuels risques sur la santé du citoyen et ce, à travers la répression de toute activité non conforme aux conditions et normes définies par la réglementation en vigueur, a conclu le communiqué. **R. G.**

Saison estivale à El Tarf

Séjour de 120 enfants d'Illizi au camp de vacances de Tonga

Cent vingt enfants issus des écoles coraniques de la wilaya d'Illizi séjournent depuis quelques jours au niveau du camp de vacances de Tonga, dans la daïra d'El Kala (El Tarf), a-t-on appris lundi du directeur local de la jeunesse et des sports (DJS).

Troisième du genre à l'échelle nationale, cette initiative, qui intervient après deux précédentes sessions similaires organisées respectivement à Béjaïa et à Oran, s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre d'une convention entre les ministères de la Jeunesse et des Sports et

celui des Affaires religieuses et des Wakfs, a indiqué Omar Sellani.

Les petits vacanciers, âgés de 8 à 15 ans, passent depuis quelques jours leurs vacances d'été dans une ambiance conviviale au niveau de cette région où ils auront à découvrir différents sites historiques et naturels de cette wilaya frontalière, tels les lacs et zones humides de renommée mondiale, tout en profitant également de la fraîcheur de la mer et d'animations variées destinées à consolider leurs capacités culturelles, a-t-on souligné de même source.

Hébergés à l'auberge Tonga qui dis-

pose de l'ensemble des atouts et commodités pour un séjour où le divertissement et les loisirs ne risquent pas de manquer, ces enfants sont encadrés, durant leur séjour de 15 jours, par un staff adapté (administratif, technique et médicale) à même d'assurer sécurité et détente aux vacanciers, a-t-on encore signalé. Près de 300 autres enfants, 150 issus de la wilaya d'El Oued et 150 autres relevant du secteur des collectivités locales, profiteront de sessions de camps de vacances, dans le cadre du programme de la DJS pour l'été 2019, a-t-on, par ailleurs, rappelé. **L. M.**

Khenchela

Des enfants en séjour sur des plages de Boumerdès

■ Près de 800 enfants âgés de 6 et 14 ans de différentes communes de la wilaya de Khenchela bénéficieront de séjours sur des plages de la wilaya de Boumerdès, a indiqué lundi la directrice de la jeunesse et de sport, Tounès Ghodbane.

Organisée par la direction de la jeunesse et de sport, cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de camping estival du ministère de tutelle destiné aux enfants des wilayas des Hauts-Plateaux le long des mois de juillet et août, a précisé la même responsable.

Les enfants bénéficiaires seront répartis sur quatre groupes de 200 chacun qui séjourneront pendant 15 jours à tour de rôle au centre de vacances et loisirs de Dellys avec un encadrement assuré par 35 cadres des différents établissements du secteur de la jeunesse dans la wilaya, selon la même source.

Des activités sportives, culturelles et récréatives seront proposées durant le séjour aux jeunes vacanciers au bénéfice desquels des excursions de découvertes des sites touristiques de Boumerdès sont prévus, est-il indiqué.

Les enfants de Khenchela auront aussi l'occasion de rencontrer pendant leurs vacances au bord de la mer des enfants d'autres régions du pays, a souligné la directrice de la jeunesse et de sport.

H. L.

Don de sang d'Algérie télécom

Plus de 600 poches collectées à travers le territoire national

■ Six cent trente et un poches de sang ont été collectées à travers le territoire national, suite à une opération de don de sang organisée par Algérie télécom en collaboration avec l'Agence nationale du sang, indique lundi, un communiqué de cet opérateur public.

Selon la même source, Algérie Télécom a enregistré «une augmentation de 35% des dons par rapport à l'année dernière», où il a été signalé un «fort engouement», a-t-on précisé, auprès de ses employés qui «sont toujours aussi nombreux à répondre volontairement à cet appel du coeur et à exprimer leur solidarité avec la société algérienne».

Pour plus d'informations, AT invite les citoyens à visiter son site web: www.algerie-telecom.dz, ou à prendre contact avec ses Web conseillers sur sa page Facebook.

O. M.

Skikda

Réception en 2020 du projet du village touristique Russicada Park

■ Le projet de village touristique Russicada Park en chantier dans la zone d'expansion touristique (ZET) de la commune de Filfila (est de Skikda) sera réceptionné en 2020, a déclaré lundi le directeur de wilaya du tourisme, Larbi Mechri.

Premier du genre à l'échelle nationale, ce projet d'investissement algéro-saoudien mobilisant 7,4 milliards affiche un taux d'avancement des travaux de 87 %, a précisé le même cadre qui a assuré qu'à terme, ce village touristique fera de la wilaya «un des plus importants pôles touristiques au pays».

Engagé sur 130 000 m², le village aura une capacité d'accueil de 1 700 lits et assurera des services de qualité pour les touristes et les estivants, a affirmé M. Mechri.

Russicada Park comptera un grand hôtel de 108 chambres, 10 villas haut standing, six grands appartements, 165 appartements F3, un parking pour 127 véhicules, un centre commercial, une salle de fêtes, une salle de cinéma, cinq restaurants, un théâtre de plein air de 1 500 places, des salles de jeu, une piscine couverte, 10 locaux commerciaux, des structures de sport, et un parc de jeux aquatiques, est-il indiqué.

H. Y.

Voie d'évitement de la ville de Boumerdes

Un projet vital attendu à la réception en 2020



Des actions sont en cours en vue de l'accélération des travaux du projet de la voie d'évitement de la ville de Boumerdes et sa réception vers la fin 2020, afin de mettre un terme aux bouchons durant la période estivale, a-t-on appris auprès de la direction des Travaux publics de la wilaya.

Cette voie d'évitement de la ville de Boumerdes, devant relier sur 10 km la région de Benyounes dans la commune de Zemmouri (Est) à la RN 24 via la Route Ellouz, à l'entrée Sud-Est de la ville, a fait l'objet d'une visite d'inspection du wali Yahia Yahiatene.

Selon les explications fournies sur place, le projet qui comprend deux viaducs et deux échangeurs principaux a bénéficié d'une enveloppe estimée à six milliards de da. Il vise principalement à mettre un terme aux bouchons au niveau de la ville de Boumerdes, en période estivale notamment, tout en facilitant l'accès vers son littoral, a-t-on ajouté.

Le projet, lancé en chantier en mars 2018, enregistre une cadence de travail jugée «acceptable» par le wali, qui a estimé que sa «mise en service devrait ouvrir d'importantes perspectives pour la localité et toute la région environnante».

Le chef de l'exécutif a procédé, à l'occasion de cette visite, au lancement, à partir de Si Mustapha (est du chef lieu de wilaya), des travaux de confortement et réhabilitation d'un axe de 18 km de la RN12, enregistrant un état de dégradation extrême (dans les deux sens), à l'origine d'importants désagréments causés à ses usagers, notamment des accidents.

Cet axe routier, à voie double (l'une menant vers Alger et l'autre vers Tizi-Ouzou), relie sur une distance de plus de 18 km les communes de Si Mustapha et Bordj Menail.

«Sa réception est programmée pour la fin 2019», a-t-on indiqué sur place au wali, signalant la dotation d'une enveloppe de 169 millions de da pour sa réalisation.

Un fois réceptionné, ce projet relancé dimanche par le wali après un arrêt d'un mois, dû notamment à l'absence de contrôle et de suivi des travaux, il sera procédé, a-t-on ajouté, au lancement d'une 2ème opération pour la réhabilitation d'un 2ème tronçon de cette même RN12, en partant de la commune de Bordj Menail vers celle de Naciria, jusqu'aux frontières administratives avec Tizi-Ouzou.

«La décision de réhabilitation de cette route vitale fait suite au constat de l'état de dégradation extrême de nombreux de ses axes, ayant fait l'objet de nombreuses requêtes des citoyens», a souligné M. Yahiatene à l'occasion, annonçant la programmation d'un autre tronçon de cette voie à la réhabilitation» pour parachever la réfection de la totalité de cette route dans

son axe traversant Boumerdes».

Durant ces deux dernières années, la wilaya a bénéficié d'un nombre de projets routiers d'importance, à leur tête le projet de dédoublement de l'évitement reliant la ville de Boumerdes à la RN 5 et sa sécurisation, à travers la réalisation d'un échangeur principal (sur la RN5) devant permettre de rallier la ville à partir de différentes directions.

Selon les objectifs qui lui ont été fixés, la mise en service de ce projet affecté d'un montant de plus de 900 millions de DA, permettra la fluidification du trafic routier au niveau de toutes les entrées de la ville de Boumerdes, particulièrement celles situées dans sa zone Est. Ce dédoublement permettra d'éviter la route actuelle reliant Boumerdes à la

RN5, en passant par Tidjelabine, connue pour ses encombrements inextricables.

En outre, ce nouvel axe routier offrira l'opportunité aux automobilistes d'opter pour de nombreuses directions, aussi bien vers la région sud-est de la wilaya, que vers les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Alger.

L'autre impact important attendu de ce projet consiste dans le désenclavement de toutes les zones qu'il traverse, en leur offrant notamment l'opportunité d'être intégrées à l'avenir dans le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) de la ville de Boumerdes, outre d'autres avantages socio-économiques.

H. M.

Tizi-Ouzou

Près de 60 ha de céréales et de fourrages brûlés à Agouni Gueghrane

Près de 60 ha de céréales et de fourrages, des dizaines d'oliviers et des ruches ont été brûlés dans un incendie qui s'est déclaré, samedi dernier dans la commune d'Agouni Gueghrane (daïra de Ouadhias), à 45 km au sud de Tizi-Ouzou a-t-on appris, lundi, du président du conseil de wilaya interprofessionnel de la filière céréalière (CWIFC/TO).

Abdelghani Benali qui s'est déplacé dimanche sur les lieux pour constater les dégâts et rencontrer les agriculteurs touchés par cette catastrophe, a déclaré à l'APS que les flammes ont ravagé environ 40 ha de céréales principalement du blé et une vingtaine d'hectares de fourrages (du foin). Une dizaine de céréaliculteurs ont perdu leurs récoltes suite à cet incendie, a-t-il précisé.

Le feu, selon M. Benali, aurait été causé par une étincelle partie d'une moissonneuse-batteuse en pleine activité sur une parcelle. «Le feu s'est vite propagé vers d'autres champs réduisant à néant l'effort

de près d'une année», a-t-il déploré en soulignant que le champ de céréales d'où est parti l'incendie et la moissonneuse-batteuse sont assurés. Des oliviers, environ 200 arbres, et des ruches, ont été aussi détruits par les flammes, selon une première évaluation des dégâts par la chambre d'agriculture de wilaya, a-t-on appris de son président, Saidani Hamid.

Le directeur de la Caisse régionale de la mutualité agricole (CRMA) Hadad Madjid, a indiqué qu'aucune victime de cet incendie ne s'est encore rapprochée de cette mutualité. Il a rappelé que les agriculteurs qui ont assuré leurs récoltes, doivent déposer une déclaration de sinistre, suite à quoi, la CRMA dépêchera ses experts sur le terrain pour évaluer la superficie brûlée et le rendement à l'hectare pour pouvoir procéder à l'indemnisation des pertes.

Il a déploré le faible taux d'adhésion des agriculteurs de la wilaya au dispositif d'assurance de la CRMA. Pour la saison en cours (2018/2019) et concernant la céréali-

culture, sur une superficie totale emblavée de 7.272 ha (dont 6.748 ha de blé dur, 92 ha de blé tendre, 349 ha d'orge et 83 ha d'avoine, selon les chiffres de la DSA), seulement 2.300 ha sont assurés, soit un taux de 31,6%, a-t-il appelé. Ce responsable a exhorté les céréaliculteurs à se rapprocher de la CRMA pour assurer leurs cultures, puisque «les souscriptions à l'assurance contre les incendies sont toujours ouvertes», rappelant que des «facilitations» de paiement sont octroyées aux assurés. «L'agriculteur ne paie sa cotisation qu'après la récolte», a-t-il fait savoir.

La conservation des forêts a émis, dans son Plan 2019 de prévention et de lutte contre les incendies, des recommandations pour prévenir les feux des champs dont l'équipement des moissonneuses-batteuses de cache-flammes, la mise à disposition de citernes d'eau avec outillage approprié et l'ouverture de tourières autour des champs céréaliers.

H. K.

Mila

Les demandeurs de logements réclament la distribution des unités parachevées

■ Des dizaines de demandeurs de logements sociaux publics locatifs (LPL) de la commune de Oued Athmania (Sud de Mila), se sont rassemblés, lundi, devant le siège de la wilaya pour demander d'accélérer la publication des listes des bénéficiaires de cette formule et de distribuer les logements prêts à leurs bénéficiaires.

L'un de ces manifestants, a affirmé à l'APS, que ce rassemblement organisé devant le siège de la wilaya intervient après celui de la semaine dernière, à l'issue duquel les autorités de la wilaya avaient assuré, lors d'une réunion, que les listes des bénéficiaires de logements seront connues dans moins d'une semaine, «or cela n'a pas eu lieu», dit-il, d'où la décision des protestataires de reconduire leur rassemblement aujourd'hui.

La même source a aussi précisé que la plupart des manifestants ont déposé des dossiers pour bénéficier d'un logement social il y a nombreuses années, dont certains ont été contraints de recourir à la location depuis près de 20 ans, ce qui a «alourdi la charge de cette catégorie à faible revenu» en raison du montant du loyer s'accumulant sur plusieurs années.

Selon le même protestataire, le nombre de logements de type LPL achevés dans la commune de Oued Athmania s'élève à 200 sur un total de 300 unités en voie de réalisation au niveau de cette collectivité locale, soutenant que les demandeurs de logements réclament à travers ce rassemblement de «procéder à l'identification des bénéficiaires des logements prêts et d'accélérer leur distribution aux bénéficiaires», afin de mettre un terme aux charges locatives.

De son côté, le directeur de l'office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Mila, Youcef Laouar, a fait savoir que 240 logements de type LPL dans la commune de Oued Athmania sont déjà connectés aux réseaux de gaz et d'électricité et que «les autorités locales en ont été informées».

Il a également souligné que cette commune a bénéficié d'un programme total s'élevant à 340 unités de type LPL, indiquant que les travaux sont en cours pour achever les logements restants.

S. L.

Béjaia

Près de 80 hectares de pin d'Alep brûlés à Tamokra

■ Près de 80 hectares de forêts ont brûlé en l'espace de 24 heures dans le massif de Tamokra (Akbou), à 80 km au sud ouest de Béjaia, touchant un couvert végétal essentiellement composé de pins d'Alep, apprend-on auprès de la conservation des forêts de la wilaya.

L'incendie, qui s'était déclaré hier dimanche en début d'après midi, n'a pu être circonscrit et éteint que ce lundi matin, malgré un déploiement intense des unités de la protection civile, notamment sa colonne mobile et celles des forêts, ainsi que l'engagement des moyens des collectivités locales riveraines et des habitants de la région, a-t-on précisé.

L'intervention a été pénible à cause du relief accidenté, mais aussi en raison de l'accès difficile au matériel roulant qui n'a pu être dirigé à l'intérieur du massif, a-t-on ajouté de même source, expliquant que pour y parvenir, il a fallu recourir à des moyens rudimentaires, les secours ayant privilégié le recours aux pelles, aux bennes à feu et aux seaux à pompes.

L'incendie de ce matin, fait d'un «déséquilibre mental», a été maîtrisé dans sa quasi totalité. Une équipe de vigies a été toutefois laissée sur place pour parer à toute éventualité de reprise des flammes.

Cet incendie est le plus important déploré depuis le début de la saison estivale, mais qui a valu néanmoins près d'une centaine de départs de feu, notamment ces trois derniers jours, où pas moins 13 départs de feu ont été enregistrés dont l'un à Kherrata, à l'est de Béjaia, qui a causé des dégâts à 45 hectares de végétation.

T. B.

CONFLITS ▶▶

Yémen

Poursuite des combats, des appels pour la paix se font entendre

La coalition arabe au Yémen a annoncé hier, avoir déjoué une attaque à l'explosif contre un navire marchand en mer Rouge, accusant les éléments houthis d'être à l'origine de cette attaque, au moment où des appels à la «paix» et la «fin des combats» se font de plus en plus entendre dans les deux camps en conflit.



Les forces navales de la coalition arabe, dirigée par l'Arabie Saoudite, ont indiqué avoir pu prévenir une attaque des éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) contre un navire commercial dans le sud de la mer Rouge, a affirmé le porte-parole de la coalition, le colonel Turki al-Maliki, cité par l'Agence de presse saoudienne.

«Les forces de la coalition ont intercepté un canot piégé envoyé par le groupe houthis en direction du navire et l'ont détruit», a-t-il précisé, accusant les éléments d'Ansarullah de planifier des attentats présentant une «menace pour la navigation».

Cette annonce intervient au lendemain de la décision prise par les Emirats arabes unis de réduire leurs troupes au Yémen afin de leur permettre de passer d'une «stratégie militaire» à une démarche de «paix prioritaire».

«Nous avons un certain

nombre de troupes qui sont réduites pour des raisons stratégiques à Hodeida (sur la mer Rouge) et pour des raisons tactiques» dans d'autres parties du Yémen, a déclaré lundi, à des journalistes, un haut responsable émirati sous couvert de l'anonymat. «Cela a à voir essentiellement avec le fait de passer d'une stratégie militaire prioritaire à une stratégie de paix prioritaire», a-t-il ajouté.

Le responsable émirati a, toutefois, réitéré l'engagement de son pays auprès du gouvernement yéménite et de son partenaire saoudien.

Réagissant à la décision des Emirats arabes unis, Mohammed Ali al-Houthi, un des responsables du mouvement Houthis, cité par des médias, a affirmé que «le retrait (des forces de la coalition) du Yémen est la meilleure décision qu'il faut prendre maintenant».

Interrogé à ce sujet, le porte-parole de la coalition,

Turki al-Maliki, a souligné que les Emirats et leurs alliés étaient déterminés à «poursuivre leurs opérations et parvenir à leurs objectifs stratégiques» au Yémen.

Le conflit opposant le gouvernement yéménite aux Houthis, se poursuit pour la cinquième année consécutive depuis 2014.

La coalition militaire arabe conduite par Riyad et Abou Dhabi est intervenue en mars 2015 pour soutenir les forces gouvernementales.

En décembre 2018, les parties en conflit se sont réunies pour la première fois à la table des négociations. Cette rencontre organisée sous l'égide de l'ONU avait permis de conclure une série d'accords importants notamment pour la gestion des ports du pays, dont celui de Hodeida, considéré comme stratégique.

Plus de quatre ans après l'intervention de la coalition, les Houthis contrôlent toujours

de vastes zones de l'ouest et du nord du pays, dont la capitale Sanaa, aucun des deux camps ne prenant le dessus sur l'autre.

Le conflit a provoqué la mort des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires. Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance, d'après l'ONU. Sur le terrain, les combats meurtriers entre les deux parties se poursuivent toujours avec des bombardements intensifs de la coalition, tandis que les Houthis parviennent à riposter notamment à l'aide de drones et de missiles atteignant des villes et des infrastructures vitales d'Arabie Saoudite, provoquant d'importants dégâts, des morts et des blessés parmi des civils.

H. N.

Ukraine

Le président Zelensky propose une rencontre avec Poutine

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a proposé la tenue d'une rencontre avec son homologue russe, Vladimir Poutine, pour tenter de régler la crise entre leurs deux pays, sous la médiation de dirigeants occidentaux.

Dans un message vidéo diffusé sur le site Internet de la présidence ukrainienne, M. Zelensky élu chef de l'Etat en avril, s'est dit prêt à rencontrer M. Poutine en présence de plusieurs dirigeants occidentaux dont le président américain, Donald Trump.

«Je veux m'adresser au président russe Vladimir Poutine. Faut-il qu'on parle ? Il le faut. Faisons-le», a-t-il déclaré. «Une telle rencontre pourrait avoir lieu à Minsk, la capitale du Bélarus, en présence du président américain, Donald Trump, de la Première ministre britannique, Theresa May, de la chancelière allemande, Angela Merkel et du président français, Emmanuel Macron», a-t-il poursuivi. Pour sa part, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré ne «pas être en mesure» de répondre à cette proposition, estimant qu'il s'agissait d'«un format complètement nouveau». «Il faut déjà comprendre s'il y a des perspectives pour cette rencontre. C'est une nouvelle initiative, elle sera examinée mais je ne peux pas encore donner de réaction», a-t-il indiqué.

Les relations entre l'Ukraine et la Russie sont extrêmement tendues notamment suite à l'annexion par la Russie de la péninsule de Crimée, à la suite d'un référendum. Dans la foulée, une guerre entre les troupes ukrainiennes et des séparatistes a éclaté dans l'est de l'Ukraine, faisant depuis près de 13 000 morts.

F. O.

Tentative de putsch contre Erdogan en 2016

Des mandats d'arrêt contre près de 200 militaires

Les autorités turques ont émis hier, des mandats d'arrêt contre près de 200 militaires soupçonnés de liens avec le mouvement du prédicateur Fethullah Gulen, accusé d'être derrière la tentative de coup d'Etat de 2016, rapportent des médias locaux.

Dans un communiqué, le parquet d'Istanbul a annoncé avoir émis des mandats d'arrêt contre 176 militaires en service actif, dont un colonel.

Selon l'agence de presse Anadolu, des procureurs à Izmir (ouest) et Kocaeli (nord-ouest) «ont demandé l'arrestation de 52 militaires». Avril dernier, les autorités turques avaient procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes et recherchaient des centaines d'autres soupçonnées d'avoir un rapport avec Gulen, avait rapporté Anadolu.

En Février, au moins 641 personnes soupçonnées de liens avec la mouvance guléniste ont été arrêtées à travers le pays.

Ces arrestations faisaient suite à l'envoi par le parquet d'Ankara des noms de 1.112 suspects, aux autorités locales de 75 des 81 provinces de Turquie.

Quelque de 50 000 personnes ont été arrêtées et plus de 140 000 limogées ou suspendues de leurs fonctions.

Les autorités turques accusent Fethullah Gulen d'avoir créé un «Etat parallèle» dans l'objectif de «renverser le gouvernement turc et d'avoir été le cerveau de la tentative de coup d'Etat» du 15 juillet 2016.

Mais le prédicateur qui réside depuis une vingtaine d'années aux Etats-Unis, nie catégoriquement tout lien avec le putsch manqué.

L. Y.

Syrie

Des groupes armés continuent à pilonner des localités résidentielles

Le chef du Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, Alexey Bakin a affirmé que des groupes armés ont pilonné au cours des dernières 24 heures des quartiers résidentiels dans les provinces syriennes de Hama et de Lattaquié, ont rapporté hier, des médias locaux.

«Au cours des dernières 24 heures, des groupes armés ont pilonné les localités d'Al Jammasiya, de Kafer Nbuda, de Jalama, d'Al Huash, de Qalat Al Mudiq dans les provinces de

Hama et de Kara Galia et de Mamuhiya dans la province de Lattaquié», a déclaré le chef du centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie, cité par l'agence Tass.

Le responsable russe a ajouté également que les réfugiés syriens continuent de rentrer chez eux, grâce aux mesures prises par les autorités syriennes pour assurer des conditions d'accueil nécessaires.

Dans ce contexte, M. Bakin a assuré que les agents du Centre

de réconciliation russe ont assuré le fonctionnement de dix points de contrôle pour les réfugiés qui sont de retour chez eux ces derniers jours.

Selon les dernières informations, ils sont 401 464 Syriens au total, y compris des personnes déplacées, qui ont pu regagner leurs localités d'origine en Syrie, après des actions de sécurisation menées par l'armée syrienne dans les zones touchées par le conflit.

«Le centre de réconciliation russe appelle les chefs des

groupes armés illégaux à mettre fin aux provocations et à se joindre au processus de réconciliation pacifique dans les zones sous leur contrôle», a affirmé, en outre, le responsable du centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie. Le centre de réconciliation russe s'est dit prêt à accompagner le processus de reddition des éléments armés, invitant ces derniers à déposer leurs armes auprès des autorités syriennes.

H. N.

Ethiopie

Envoi de 50.000 travailleurs aux Emirats

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé lundi l'envoi prochain de 50.000 travailleurs aux Emirats arabes unis, dans le cadre d'un programme visant à moderniser la main-d'oeuvre éthiopienne et révélateur du rôle diplomatique que les Emirats entendent jouer dans la Corne de l'Afrique.



"L'Ethiopie prévoit des mesures à court terme pour réduire le chômage en Ethiopie", a déclaré le Premier ministre lors d'un discours devant le Parlement. "Une de ces mesures à court terme consiste à envoyer une main-d'oeuvre qualifiée dans des pays étrangers".

Le Premier ministre a indiqué qu'un accord avait été conclu sur l'envoi de 50.000 travailleurs aux Emirats au cours de l'exercice fiscal décalé 2019-2020, et que des discussions sont en cours pour l'envoi total de 200.000 travailleurs sur trois ans. Les

Ethiopiens ainsi envoyés gagneront de meilleurs salaires et pourront parfaire leurs compétences, a assuré le Premier ministre, selon lequel ce programme concerne des métiers tels que les infirmiers ou les chauffeurs. Des discussions similaires sont en cours avec des pays européens non spécifiés et le Japon, a précisé M. Abiy.

"Lorsque l'économie éthiopienne aura changé, elle sera soutenue par de jeunes travailleurs qualifiés formés à l'étranger", a soutenu M. Abiy, Premier ministre progressiste ayant entrepris d'ouvrir partiellement l'économie éthiopienne aux

capitiaux étrangers.

Les Emirats, désireux de se rapprocher des pays de la Corne de l'Afrique, ont joué un rôle de médiateur avec l'Arabie saoudite dans l'accord de paix conclu à la mi-2018 entre l'Ethiopie et son voisin l'Erythrée.

Emirats et Arabie saoudite tentent en effet de pacifier la Corne de l'Afrique, signe de l'importance croissante que prêtent les pays du Golfe à l'Afrique orientale, située de l'autre côté de la mer Rouge, une des routes maritimes les plus empruntées au monde, alors qu'ils combattent au Yémen les rebelles Houthis soutenus par l'Iran. Les Emirats arabes unis disposent

d'une base militaire dans le port stratégique d'Assab en Erythrée utilisée pour leurs opérations militaires au Yémen.

En juin 2018, l'Ethiopie avait annoncé que les Emirats s'étaient engagés à injecter 3 milliards de dollars dans l'économie éthiopienne, notamment sous forme d'investissements.

En mars 2018, le géant émirati de l'industrie portuaire DP World a signé un accord avec la République autoproclamée du Somaliland et l'Ethiopie, privée d'accès à la mer, sur la modernisation du port somalilandais de Berbera.

AFP

Nigeria

Douze morts dans l'explosion d'un oléoduc détourné

■ Douze personnes ont trouvé la mort dans l'explosion d'un oléoduc détourné par des voleurs de carburant à Lagos, ont indiqué mardi les autorités nigérianes.

Deux personnes ont été tuées sur le coup et dix blessés ont succombé à leurs brûlures à l'hôpital où ils avaient été transférés, a indiqué une responsable du ministère régional de la Santé.

L'explosion, jeudi dans le quartier d'Ijegun de la capitale économique nigérienne, avait fait une vingtaine de blessés et détruit une trentaine de véhicules.

"En raison de la gravité des brûlures subies par les blessés, certains brûlés à 100%, nous avons malheureusement enregistré dix décès", a indiqué Titilayo Goncalves, secrétaire général du ministère.

Les autres blessés sont en soin intensif dans un état stable, a-t-elle ajouté.

Souvent, les voleurs de pétrole percent une conduite, remplissent rapidement des camions-citernes puis incendient le pétrole afin de couvrir leur fuite. L'incendie, généralement suivi d'une explosion, fait des victimes parmi les riverains venus profiter de la fuite pour remplir quelques bidons.

Le même phénomène peut également se produire sur des camions-citernes accidentés. Le 1er juillet, dans l'Etat de Benue (centre) 45 personnes ont ainsi trouvé la mort lors de l'explosion d'un camion-citerne qui s'était renversé le long d'une route avant d'être pillé par les riverains.

H. Y.

Kenya

Recensement de la population

■ Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) a annoncé lundi le recrutement et la mobilisation de 164.700 jeunes qui participeront au prochain recensement de la population prévu les 24 et 25 août prochain.

"Ce nombre de recrues est réparti en superviseurs des TIC (2700), superviseurs de contenu (27.000) et enquêteurs (135.000)", a expliqué le directeur général de la KNBS, Zachary Mwangi, cité par des médias locaux.

Selon le responsable, cette opération qui devrait coûter 18,5 milliards de shillings (environ 185 millions de dollars), a été conçue pour couvrir un large éventail de données, notamment la démographie, l'invalidité, l'éducation, la main-d'œuvre, les TIC, l'agriculture, les conditions de logement et les commodités, ainsi que l'actif du ménage.

L'opération a été conçue de manière à servir de référence pour la planification, la formulation des politiques et la prise de décision, a-t-il ajouté, faisant savoir que la saisie des données se fera à l'aide d'appareils électroniques mobiles, actuellement en cours de programmation à l'Université Moi et à l'Université d'agriculture et de technologie Jomo Kenyatta (JKUAT). Cette opération a lieu tous les dix (10) ans au Kenya qui a organisé en 2009 son cinquième recensement de la population après l'indépendance.

H. Y.

Tunisie

Gel des avoirs du candidat à la présidentielle Nabil Karoui

La justice tunisienne a inculpé le magnat des médias et candidat à la présidentielle, Nabil Karoui, pour blanchiment d'argent, et décidé de geler ses avoirs et de lui imposer une interdiction de voyage, a-t-on appris lundi auprès du pôle judiciaire financier.

Nabil Karoui ainsi que son frère Ghazi Karoui sont visés par une instruction judiciaire du pôle financier depuis 2017, après le dépôt par l'ONG anti-corruption I-Watch d'un dossier l'accusant de fraude fiscale, a indiqué à l'AFP le porte-parole de ce pôle, Sofiene Sliti.

"Après l'ouverture d'une enquête suite à la plainte déposée par I-Watch et après avoir convoqué et entendu plusieurs fois les deux hommes au pôle financier, le juge d'instruction a décidé il y a 10 jours d'inculper Nabil Karoui et Ghazi Karoui pour blanchiment d'argent", a précisé M. Sliti.

Le juge a également décidé "le gel de leurs biens et de leur fonds financiers et l'in-

terdiction de voyager", a-t-il ajouté.

Personnalité controversée en Tunisie, Nabil Karoui est un ancien commercial pour Colgate et Palmolive qui avait lancé en 2002, avec son frère Ghazi, une agence internationale de publicité, Karoui et Karoui.

Des commissions rogatoires ont été émises afin d'enquêter sur les activités de leur société à l'étranger et les investigations sont toujours en cours, a souligné M. Sliti.

Il a assuré que cette décision n'avait aucune motivation politique.

Nabil Karoui, qui a été très actif pour l'élection du président Béji Caïd Essbesi en 2014, est aujourd'hui un adversaire de taille pour le Premier ministre Youssef Chahed.

Fondateur de la chaîne Nessma TV, M. Karoui, s'est déclaré en mai candidat à la présidentielle.

Mais des amendements controversés du code électoral ont été votés fin juin, qui visent à écarter plusieurs candidats, dont lui, n'ayant pas respecté ces derniers mois les

obligations faites aux partis politiques, notamment celle de ne pas octroyer "des avantages" aux électeurs.

Ces trois dernières années, Nabil Karoui s'est patiemment construit une image d'homme charitable, distribuant électroménagers et biens aux quatre coins du pays sous l'œil des caméras de Nessma. La chaîne diffuse chaque jour "Khalil Tounes", une émission caritative en mémoire de son fils Khalil, mort dans un accident de voiture en 2016.

M. Karoui, qui poursuit néanmoins sa campagne électorale, a récemment pris la tête d'un nouveau parti, "9alb Tounes" (Au coeur de la Tunisie).

Si les sondages restent sujets à caution en Tunisie, plusieurs ont placé M. Karoui nettement en tête des intentions de vote.

Les élections législatives, prévues le 6 octobre en Tunisie, seront suivies par l'élection présidentielle le 17 novembre.

Agence

Hong Kong

L'exécutif annonce la "mort" du texte sur les extraditions, sans convaincre

La dirigeante de l'exécutif pro-Pékin de Hong Kong a annoncé mardi "la mort" d'un projet de loi largement décrié sur les extraditions vers la Chine mais ses assurances ont été rejetées aussitôt par les contestataires qui ont promis de nouvelles manifestations.

L'ancienne colonie britannique est plongée depuis des semaines dans une grave crise politique, avec des manifestations pacifiques monstres, mais aussi des affrontements violents entre policiers et une minorité plus radicale.

La colère, partie du rejet du texte sur les extraditions désormais suspendu, s'est élargie à des exigences plus vastes de libertés démocratiques, les manifestants réclamant aussi l'arrêt de l'érosion des libertés du territoire semi-autonome.

Dans son discours le plus conciliant à ce jour, la cheffe de l'exécutif Carrie Lam a reconnu que les tentatives de son gouvernement pour faire adopter le projet de loi avaient été un «échec total», réaffirmant que le gouvernement ne relancerait pas le processus parlementaire.

«Le projet de loi est mort», a-t-elle lancé lors d'un point de presse. Mais elle s'est refusé, une nouvelle fois, à parler de retrait pur et simple.

Les protestataires n'ont eu de cesse de réclamer que le texte soit retiré immédiatement de l'ordre du jour du Conseil législatif (LegCo, Parlement local) plutôt qu'il expire légalement en juillet 2020, à la fin de la prochaine session parlementaire.

«Carrie Lam dit que le «projet est mort», un nouveau mensonge ridicule destiné au peuple de Hong Kong et aux médias étrangers, car le texte existe toujours au Parlement jusqu'à juillet prochain», a réagi sur Twitter Joshua Wong, visage de l'immense mouvement pro démocratie de l'automne 2014 fraîchement sorti de prison.

Pas d'enquête indépendante

Le Front civil des droits de l'homme, à l'origine des dernières manifestations géantes, mais pas des affrontements avec la police, a annoncé de nouveaux rassemblements.

Le mouvement durant lequel la police a tiré des balles en caoutchouc tandis que des manifestants masqués ont mis le LegCo à



sac, constitue le plus grand défi à l'autorité de Pékin depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997.

Mme Lam, dont les manifestants réclament la démission cor et à cri, avait quasiment disparu de la circulation ces dernières semaines. Elle a accepté mardi de rencontrer les représentants des étudiants en public et sans conditions, reconnaissant que le territoire était confronté à des défis économiques, sociaux et politiques sans précédent.

Elle a cependant opposé une fin de non recevoir aux appels à ouvrir une enquête indépendante sur les violences policières présumées.

Pour l'analyste Dixon Sing, rien dans ses propos n'est de nature à faire retomber les tensions.

«La confiance dans le gouvernement a dégringolé à un niveau si bas que tant qu'il ne répondra pas clairement à ses (principales) demandes, la majorité de l'opinion hongkongaise jugera sa sincérité avec scepti-

cisme», dit-il à l'AFP.

Des segments très divers de la société se sont retrouvés pour rejeter le texte sur les extraditions, avocats, organisations juridiques influentes, grandes entreprises, chambres de commerce, Églises...

Les contestataires avaient déjà fait savoir lundi qu'ils continueraient le combat si leurs exigences n'étaient pas satisfaites.

«Tester» la Bank of China

Parmi les nouvelles opérations envisagées, l'idée de retirer collectivement des fonds de la Bank of China, l'une des quatre principales banques publiques chinoises, afin «de tester sa résistance» en matière de liquidités avait beaucoup de succès sur les réseaux sociaux et messageries sécurisées.

Pékin a mis tout son poids dans la balance pour soutenir Carrie Lam.

Durant le weekend, l'ambassadeur de Chine à Londres a déclaré que le texte sur les extraditions était nécessaire pour «comblé un

vide» juridique, alimentant les craintes que Pékin puisse vouloir le faire passer en force.

Au-delà du projet, il s'agit pour beaucoup de sauver l'âme de Hong Kong. Le territoire jouit de libertés inconnues en Chine continentale, théoriquement, jusqu'en 2047. Le principe «Un pays, deux systèmes» prévoit en particulier la liberté d'expression et l'indépendance de la justice.

Mais Pékin est accusé de renier l'accord bien avant l'expiration du terme prévu.

Les esprits ont été particulièrement marqués ces dernières années par la disparition de libraires dissidents réapparus ensuite en détention sur le continent, la disqualification de députés de l'opposition, l'expulsion de facto d'un journaliste étranger et les peines de prisons infligées aux dirigeants du mouvement pro démocratie.

Pékin a également refusé de permettre l'élection du chef du gouvernement hongkongais au suffrage universel.

AFP

Présidentielle américaine : un premier démocrate jette l'éponge

Eric Swalwell, un candidat démocrate à la Maison-Blanche qui avait défié le favori Joe Biden en l'appelant à passer le témoin aux plus jeunes, a annoncé lundi qu'il renonçait à briguer l'investiture de son parti pour la présidentielle américaine de 2020.

Élu de la Chambre des représentants âgé de 38 ans, Eric Swalwell est le premier à jeter l'éponge, après les premiers mois de campagne, parmi la grosse vingtaine de prétendants à la Maison-Blanche.

«Aujourd'hui marque la fin de notre campagne présidentielle», a-t-il déclaré en Californie, État qu'il représente à la Chambre depuis 2013, en annonçant qu'il avait finalement décidé d'être candidat à sa réélection au Congrès. Eric Swalwell n'avait pas décollé dans les sondages, où il était proche de zéro, depuis son entrée en campagne le 8 avril avec un message axé sur la lutte contre les violences par armes à feu. Le parlementaire était pourtant

récemment parvenu à faire parler de lui lors des premiers débats démocrates, en appelant le favori dans les sondages pour l'investiture du parti, Joe Biden, 76 ans, à «passer le témoin» à une nouvelle génération.

L'ancien vice-président de Barack Obama lui a rendu hommage après l'annonce de son retrait. «Il a mené une campagne passionnée et je le félicite d'avoir attiré plus d'attention sur le besoin urgent de réformer» les lois encadrant les armes à feu aux États-Unis, a tweeté Joe Biden.

Après le départ de M. Swalwell, il reste tout de même 23 candidats - un nombre record - à l'investiture démocrate pour porter les couleurs du parti contre le républicain, Donald Trump, lors de la présidentielle de novembre 2020.

Harris en deuxième place

Les premiers débats démocrates, les 26 et 27 juin, ont rebattu les cartes parmi les cinq

favoris dans les sondages.

Si le centriste Joe Biden reste en tête (26% selon RealClear Politics), il a nettement chuté après avoir été ciblé par les critiques de ses adversaires, la sénatrice noire, Kamala Harris en tête.

Cette dernière a grimpé jusqu'à la deuxième place (15,2%) après s'être durement critiquée sur ses positions passées sur la ségrégation raciale.

Le socialiste Bernie Sanders est troisième (14%), suivi de la progressiste Elizabeth Warren (13,8%) et plus loin derrière du candidat modéré, Pete Buttigieg (5,2%).

Cet ordre de classement ne reflète pas le niveau des montants récoltés par les cinq principaux candidats au deuxième trimestre.

C'est en effet le jeune maire de South Bend (Indiana) Pete Buttigieg qui a reçu le plus de fonds entre avril et juin, avec 24,8 millions de dollars, suivi par l'ancien vice-président, Joe

Biden (21,5 millions).

La sénatrice progressiste Elizabeth Warren arrive en troisième place avec 19,1 millions de dollars, un montant remarquable puisque, contrairement à MM. Buttigieg et Biden, elle a refusé d'organiser des galas de levée de fonds auprès de grands donateurs.

Elle a fait mieux que le sénateur indépendant, Bernie Sanders, (18 millions), qui vise en grande partie le même électoral que Mme Warren.

Kamala Harris complète ce top 5 des candidats à l'investiture démocrate, avec 12 millions de dollars entre avril et juin.

En face, le président, Donald Trump, et le parti républicain ont annoncé avoir récolté 105 millions de dollars au deuxième trimestre.

Le premier vote de la primaire démocrate aura lieu dans le petit État de l'Iowa, le 3 février 2020.

AFP



Trump attaque May, tempête diplomatique entre Washington et Londres

Le président américain, Donald Trump, s'en est pris lundi avec une extrême virulence à la Première ministre britannique sortante Theresa May, après la publication dans la presse de câbles diplomatiques le mettant en cause.

A Londres, le gouvernement recherchait le ou les responsables ayant permis la publication par le Mail on Sunday de rapports confidentiels transmis par Kim Darroch, ambassadeur britannique à Washington, dans lesquels il qualifiait le locataire de la Maison-Blanche d'«instable» et d'«incompétent».

Visiblement furieux du soutien apporté par Mme May à M. Darroch, le milliardaire républicain a pris la dirigeante britannique pour cible, se réjouissant ouvertement, et de façon fort peu diplomatique, de son prochain départ.

«Je suis très critique de la façon dont le Royaume-Uni et la Première ministre, Theresa May, ont géré le Brexit», a-t-il tweeté, la désignant comme responsable de la «pagaille» actuelle.

«Je lui ai dit comment il fallait procéder, mais elle a décidé de faire différemment», a-t-il ajouté, avant de s'en prendre dans la foulée à Kim Darroch. «Je ne connais pas l'ambassadeur, mais il n'est ni aimé ni bien vu aux Etats-Unis. Nous n'aurons plus de contacts avec lui».

La réponse de Downing Street n'a pas tardé: «Sir Kim Darroch a toujours le plein soutien de la Première ministre», a assuré un porte-parole.

Les câbles rédigés par le diplomate, dont certains remontent à 2017, n'étaient pas destinés à être révélés au public.

Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête. Objectif: trouver l'origine de ces fuites, mais aussi comprendre leur

motivation, à deux semaines de la désignation d'un nouveau chef de gouvernement au Royaume-Uni.

Mme May a condamné des fuites «totalement inacceptables» mais souligné, via son porte-parole, avoir «une totale confiance» en Kim Darroch sans partager toutefois l'image de l'administration américaine dépeinte dans les câbles diplomatiques.

«Nous devons découvrir comment cela a pu se produire, au moins pour redonner confiance à nos équipes à travers le monde afin qu'elles continuent à nous donner des évaluations sincères», a déclaré le chef de la diplomatie britannique, Jeremy Hunt.

Ces fuites ne sont «pas professionnelles, pas éthiques et pas patriotiques» parce qu'elles peuvent «conduire à causer du tort à la relation» avec les Etats-Unis, a jugé sur la BBC le ministre du Commerce international Liam Fox.

«Son travail d'ambassadeur»

Pour l'europhobe et populiste Nigel Farage, à la tête du Parti du Brexit, «le plus tôt» Kim Darroch sera parti, «le mieux ce sera».

Si Jeremy Hunt a apporté son soutien au diplomate britannique basé à Washington, il a souligné que ses opinions ne concernaient que lui. «L'ambassadeur faisait son travail d'ambassadeur, à savoir donner des rapports francs et des opinions personnelles sur ce qui se passe dans le pays où il travaille, pas les opinions du gouvernement britannique, pas les miennes.»

«Nous continuons de penser que l'administration américaine sous le président Trump est à la fois très efficace et le meilleur ami possible du Royaume-Uni sur la scène internationale», a poursuivi M. Hunt, qui fait campagne pour devenir le prochain Premier ministre britannique.

Après l'échec de Theresa May à mettre en œuvre le Brexit, le Parti conservateur doit se choisir un nouveau dirigeant et chef de gouvernement, dont le nom sera connu le 23 juillet. Il lui incombera la mission du divorce avec l'Union européenne, mais aussi l'instauration de futures relations commerciales.

Et les yeux des deux candidats en lice, Boris Johnson et Jeremy Hunt, sont rivés sur les Etats-Unis. Le mois dernier, lors de sa visite d'Etat au Royaume-Uni, le président américain avait fait miroiter un accord commercial «extraordinaire» avec Londres après le Brexit.

Les fuites peuvent-elles changer les projets de l'imprévisible Donald Trump ?

Liam Fox, en déplacement cette semaine aux Etats-Unis, s'est voulu rassurant en estimant que ces fuites n'empêcheraient pas de «préparer le terrain» pour un futur accord.

Visiblement désireux de bien marquer son mécontentement vis-à-vis de Mme May, M. Trump a, dans son tweet lundi, dit combien il avait apprécié sa «merveilleuse visite d'Etat» au Royaume-Uni en juin, en prenant soin de préciser qu'il avait «surtout été impressionné» par la reine.

AFP

Washington approuve une importante vente d'armes à Taïwan

■ Le département d'Etat américain a approuvé une importante vente d'armements à Taïwan pour un montant total de 2,2 milliards de dollars, a annoncé lundi le ministère américain de la Défense dans un communiqué.

La notification de cette vente, qui comprend notamment 108 chars de combat M1A2 Abrams et 250 lance-missiles sol-air à courte portée Stinger, a été faite au Congrès américain. Ce dernier a 30 jours pour y faire objection, une hypothèse qui semble peu probable.

Cette annonce est de nature à provoquer la colère de la Chine, qui considère Taïwan comme faisant partie de son territoire. Elle intervient par ailleurs dans un contexte où Pékin et Washington se livrent une guerre commerciale depuis des mois.

Taïwan avait confirmé début juin son intention de passer cette importante commande d'armes auprès de Washington.

Pékin avait alors aussitôt exprimé ses «sérieuses préoccupations» à ce sujet.

«Nous avons à plusieurs reprises insisté sur le fait que les Etats-Unis doivent parfaitement comprendre la nature extrêmement sensible et dommageable de leur décision de vendre des armes à Taïwan, et respecter le principe d'une Chine» unique, avait déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang.

Cette vente d'armes servira à «moderniser» l'équipement taïwanais et «n'affectera pas l'équilibre de base des forces militaires dans la région», selon le communiqué de la Défense Security Cooperation Agency (DSCA), qui fait partie du ministère américain de la Défense.

La vente de chars contribuera à renforcer la capacité de Taïwan «à faire face aux menaces régionales actuelles et futures» et à renforcer «sa défense intérieure», détaille la DSCA.

Et la livraison de missiles va «soutenir la politique étrangère et la sécurité nationale des Etats-Unis en contribuant à améliorer la sécurité et la capacité défensive» de Taïwan, «une force importante pour la stabilité politique, l'équilibre militaire et le progrès économique dans la région», précise la DSCA.

L'agence américaine assure que ni les chars ni les missiles n'affecteront «l'équilibre militaire fondamental dans la région».

Le ministère taïwanais des Affaires étrangères a réagi en soulignant dans un communiqué que l'île «se trouve en première ligne de l'expansion ambitieuse de la Chine et fait face à d'énormes menaces et pressions de Pékin».

La vente d'armes qui vient d'être approuvée par le département d'Etat américain «aidera grandement à augmenter nos capacités défensives», a affirmé le ministère taïwanais.

L'île est actuellement équipée d'environ 1.000 chars CM 11 Brave Tiger et M60A3, une technologie de plus en plus vieillissante.

Les chars Abrams et les missiles anti-aériens, qui peuvent être rapidement déployés, accroîtraient significativement la capacité de Taïwan à détruire blindés et avions de combat chinois en cas d'invasion.

La Chine considère Taïwan comme une partie de son territoire. L'île est dirigée par un régime rival qui s'y était réfugié après la prise du pouvoir des communistes sur le continent en 1949. À l'issue de la guerre civile chinoise.

Pékin menace de recourir à la force en cas de proclamation formelle d'indépendance à Taipei ou d'intervention extérieure - notamment de la part des Etats-Unis, principal appui militaire de l'île.

De son côté, Washington, qui a rompu en 1979 ses relations diplomatiques avec Taipei afin de reconnaître Pékin comme le seul représentant de la Chine, reste l'allié le plus puissant du territoire insulaire et son principal fournisseur d'armes.

De fait, le président Donald Trump n'a pas fait mystère de ses intentions de renforcer les liens avec l'île, notamment en lui vendant des systèmes d'armement sophistiqués.

AFP

Selon l'ONU

Les homicides tuent beaucoup plus de personnes que les conflits armés

Près de 464.000 personnes dans le monde ont été victimes de violences meurtrières en 2017, soit plus de cinq fois le nombre de personnes tuées dans des conflits armés au cours de la même période, ont déclaré lundi des chercheurs des Nations unies.

Une étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) indique que l'Amérique centrale est la région la plus dangereuse à vivre, avec un nombre d'homicides - ou d'homicides illégaux - qui a augmenté dans certains «points chauds», pour atteindre 62,1 pour 100.000 personnes.

Les endroits les plus sûrs se trouvent en Asie, en Europe et en Océanie, où les taux d'homicides sont respectivement de 2,3, 3,0 et 2,8 - bien en dessous de la moyenne mondiale de 6,1, selon l'Étude mondiale sur les homicides 2019 de l'ONU.

Le taux d'homicides en Afrique, soit 13,0, était inférieur à celui des Amériques (17,2), qui avait le pourcentage le plus élevé en 2017 depuis le début de la collecte de données fiables en 1990, a indiqué l'ONUDD, tout en signalant d'importantes lacunes pour certains pays africains. Une constance depuis le début du siècle est le lien entre le crime organisé et les morts violentes, selon le rapport.

Le crime à lui seul était responsable de 19% de tous les homi-

cides en 2017 et a causé «beaucoup plus de morts dans le monde que les conflits armés et le terrorisme réunis», a déclaré Yury Fedotov, directeur exécutif de l'ONUDD.

Comme les conflits violents, la criminalité organisée «déstabilise les pays, sape le développement socioéconomique et érode l'état de droit», selon l'ONUDD, tandis que M. Fedotov a insisté sur le fait que si la communauté internationale ne prend pas de mesures décisives, «l'objectif 16 des objectifs du développement durable, à savoir réduire sensiblement d'ici 2030 toutes les formes de violence et le taux de mortalité y afférent ne pourront être atteints».

Afin d'aider les gouvernements à lutter contre l'homicide, le rapport de l'ONUDD identifie plusieurs facteurs du problème, outre la criminalité organisée. Il s'agit notamment des armes à feu, des drogues et de l'alcool, des inégalités, du chômage, de l'instabilité politique et des stéréotypes sexistes.

L'étude souligne également l'importance de s'attaquer à la corruption, de renforcer l'Etat de droit et d'investir dans les services



publics - en particulier l'éducation - qui sont «critiques» pour réduire la criminalité violente, insiste-t-elle.

Soulignant le large champ d'application du rapport - qui couvre tout, de la violence meurtrière des gangs impliquant des armes à feu

aux liens avec l'inégalité et les meurtres liés au genre - M. Fedotov a affirmé qu'il est «possible» de s'attaquer à la menace des réseaux criminels par des politiques «ciblées».

Il s'agit notamment de l'engage-

ment communautaire et des patrouilles de police, ainsi que de la réforme des services de police, dont l'objectif est de renforcer la confiance de la population locale dans les policiers.

H. G.

Canada

Nouvelles mesures de protection pour la baleine franche

Le gouvernement canadien a annoncé lundi de nouvelles mesures pour protéger la baleine noire (ou franche) de l'Atlantique Nord, une espèce en voie d'extinction, après la mort de six de ces mammifères depuis début juin dans le golfe du Saint-Laurent.

Au moins trois de ces décès ont été attribués de façon préliminaire à des chocs avec des navires, a indiqué Marc Garneau, ministre canadien des Transports, en énumérant les nouvelles mesures qui entreront en vigueur dès mardi, et qui élargissent notamment les restrictions de vitesse de navigation.

Des avions de surveillance du gouvernement continuent par ailleurs à rechercher activement trois autres baleines noires

observées ces derniers jours empêtrées dans des cordages.

Des «tentatives visant à secourir les baleines empêtrées dans des engins de pêche ne seront prises en considération que si elles peuvent être faites de manière sécuritaire», a précisé de son côté le ministère des Pêches et Océans.

Ces opérations de secours sont des «plus difficiles», en raison de la taille, de la force et du comportement des baleines noires, sans compter les conditions météorologiques et l'état de la mer, a souligné le ministère dans un communiqué.

Il ne reste plus qu'environ 400 baleines noires dans le monde, selon les autorités canadiennes, et face aux récents décès, Ottawa a décidé d'appliquer dès

mardi de nouvelles mesures de protection de l'espèce.

Le gouvernement va notamment élargir à l'est du golfe du Saint-Laurent la zone où les navires ne peuvent pas naviguer à plus de 10 noeuds (19 km/h) pendant les mois où la baleine noire s'y trouve.

De plus, la limitation de vitesse s'appliquera désormais à tout navire de plus de 13 mètres, contre 20 mètres auparavant.

Ces mesures s'ajoutent au renforcement récent du programme de surveillance aérienne des ministères des Transports et des Pêches et Océans, dont le nombre combiné de vols au-dessus du golfe est passé de 7 à 24 par semaine, si la météo le permet.

R. L.

Aviation

Alerte sur des fissures aux ailes des Airbus A380 les plus anciens

L'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) préconise d'inspecter les ailes des 25 Airbus A380 les plus anciens en raison d'un risque de fissures, sans toutefois demander de les clouer au sol, a-t-elle annoncé dans une note révélée, mardi par le quotidien Les Echos. Dans cette «proposition de directive de navigabilité», l'AESA indique que des «cas de fissures» ont été signalés sur des ailes d'A380. L'agence ne préconise pas de clouer les avions au sol mais indique que, ce problème, faute d'être «détecté et corrigé», serait susceptible de «réduire l'intégrité structurelle des ailes». Le quotidien Les Echos, qui a précisé que cette note a été publiée le 5 juillet a indiqué que l'agence basée en Allemagne a préconisé une inspection aux ultrasons sur 25 des 234 A380 en circulation, soit ceux dont la date d'assemblage de la voilure remonte à plus de 15 ans.

«Cette directive est considérée comme une action provisoire, limitée aux 25 ensembles d'ailes les plus anciens», indique l'AESA dans son communiqué, qui précise que «sur la base de ce qui sera découvert lors de ces inspections, d'autres directives pourraient suivre» concernant le reste des avions en service. L'avionneur a réagi en expliquant que «les directives de navigabilité sont standard dans l'aviation et démontrent le bon fonctionnement du processus de réglementation». «L'aviation est l'un des secteurs les plus réglementés et la sécurité est la priorité absolue dans l'aviation», a-t-il encore indiqué.

Ce n'est pas la première fois qu'Airbus doit faire face à un problème de cette nature sur son très gros porteur, dont il a annoncé en février dernier la fin de la production. En 2012, l'AESA avait demandé l'inspection de l'ensemble des appareils en service dans le monde après la découverte de micro-fissures sur les ailes de certains d'entre eux. Si l'entreprise avait assuré qu'elles ne posaient pas de problème de sécurité, ces fissures avaient terni la réputation du plus gros avion civil au monde. Les travaux de réparation et de contrôle sur les «super jumbos» avaient en outre été évalués à «au moins un million d'euros par appareil, soit un coût total de 100 millions d'euros» par l'hebdomadaire Der Spiegel. Airbus a annoncé en février la fin de la production de l'A380, en bout de course faute de commandes et qu'il cessera de livrer en 2021. Boudé par les compagnies, le programme avait été maintenu en vie grâce à un ralentissement du rythme de production passé à un exemplaire par mois en 2018, contre un total de 27 sur l'ensemble de l'année 2015.

R. I.

Argentine

L'ancien président De la Rúa hospitalisé dans un état grave

L'ancien président argentin Fernando De la Rúa (1999-2001) est hospitalisé dans un état grave, ont annoncé des sources médicales citées par la presse locale lundi.

Fernando De la Rúa, 81 ans, «est hospitalisé dans un état très grave dû à une décompensation cardiaque et rénale», a déclaré un représentant de la clinique Fleming à Buenos Aires, cité par le journal Perfil.

L'ancien chef d'Etat avait déjà été hospitalisé au début de l'année en soins intensifs, et avait subi une intervention chirurgicale

pour une grave affection cardiovasculaire.

Après une longue convalescence, il avait de nouveau été soigné à l'hôpital en mai, en raison d'une complication rénale.

Sa dernière apparition publique date de novembre dernier, à l'occasion de la soirée de gala que le gouvernement a offerte au Teatro Colón dans le cadre du sommet du G-20.

En 2015, Fernando De la Rúa - accusé d'avoir versé des pots-de-vin à des sénateurs de l'opposition lorsqu'il était au pouvoir pour faire adopter une loi de réforme du

travail - avait été innocenté.

Il s'était maintenu éloigné de la vie politique depuis son départ précipité de la présidence en 2001, année où l'Argentine avait connu le plus important défaut de paiement de l'histoire et une grave crise économique et sociale.

De violentes émeutes avaient été sévèrement réprimées, faisant une trentaine de morts. Le 19 décembre, l'ancien chef d'Etat avait fui en hélicoptère le siège de la présidence, assiégée par des milliers de manifestants.

H. L.

Association El Amel d'Oran

Nouvelle production en théâtre de spectacle pour enfants

La nouveauté dans la pièce *El Djawla* de 45 minutes est son caractère de spectacle avec des chants composés par Ziani Abderrahmane.



L'association culturelle El Amel d'Oran s'attelle à peaufiner les dernières retouches de la pièce de théâtre pour enfants *El Djawla*, à l'initiative de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), a-t-on appris dimanche du président de l'association. Dans ce cadre, les premières répétitions seront lancées sur la scène du conservatoire de musique Ahmed Wahbi pour la réalisation de cette oeuvre théâtrale, nouvelle par rapport aux autres productions

de l'association, a indiqué le dramaturge Mohamed Mihoubi, auteur de ce spectacle. Les faits de cette oeuvre artistique tournent autour de trois clowns (un retraité, un vétéran et un débutant) où chacun raconte un conte populaire sur le journal d'un agriculteur, le deuxième chanteur et animateur et le troisième propose des jeux de magie, selon le dramaturge. La nouveauté dans la pièce *El Djawla* de 45 minutes est son caractère de spectacle avec des chants composés par Ziani Abderrahmane, a-t-on

signalé.

L'association El Amel s'oriente vers la production d'autres pièces théâtrales en faveur des jeunes, notamment suite au succès remporté par sa dernière production *Tahouissa Belkaroussa* qui a été favorablement accueillie par le jeune public.

Pour rappel, cette association a, à son actif, plusieurs productions théâtrales dont *Algérien et fier* et a contribué à la formation de 900 personnes en métier du théâtre.

Y. R.

Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Des objectifs stratégiques à réaliser

■ Le Centre régional à Alger pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique de catégorie II (Crespiaf), placé sous l'égide de l'Unesco, vise à réaliser les objectifs stratégiques de cette organisation onusienne au profit de l'Afrique et ce, dans le cadre, notamment, de la mise en oeuvre de la convention de l'Unesco relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, signée en 2003.

Sis à la Villa Abdeltif, aux hauteurs d'Alger, ce centre dont l'accord de création avait été signé en 2014, entre l'Unesco et l'Algérie, est le 7^{ème} du genre à l'échelle mondiale après ceux de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Iran, du Pérou et de la Bulgarie.

Actif depuis 2015, le Crespiaf qui se réunit une fois par an, est constitué d'experts et de représentants d'instances spécialisées. Ce Centre est géré, administrativement, par l'Algérie qui lui assure un budget.

Il est classé par l'Unesco en 2^{ème} catégorie, car dépendant, à la fois de cette organisation et de l'Algérie, tandis que les centres de première catégorie ne sont gérés que par l'Unesco.

Par ailleurs, l'Unesco a donné son approbation pour l'ouverture du centre d'Alger, vu le rôle pionnier de l'Algérie depuis 2002 dans la préparation et l'établissement de la convention internationale relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par l'Unesco en 2003, sachant que l'Algérie a été le premier pays signataire de ce document.

Aussi, le centre vise à réaliser les objectifs stratégiques de l'Unesco au profit de l'Afrique, à travers la consolidation des compétences africaines en matière d'inventaire, de recherche scientifique, de documentation et de sauvegarde du patrimoine immatériel. Premier du genre sur le plan africain, ce centre a pour objectif la redynamisation de la coopération et l'échange d'expériences entre les musées et les centres d'archives en Afrique, outre la création d'une base de données et la promotion du patrimoine immatériel africain.

H. O.

Le ministre du Tourisme, Abdelkader Benmessaoud

«L'Algérie demeurera un pays ouvert sur les différentes cultures»

■ L'Algérie «demeurera un pays ouvert sur les différentes cultures, religions et traditions, notamment celles du pourtour méditerranéen et du continent africain, et aspire à devenir une destination phare pour les touristes étrangers», a déclaré, lundi à Tibhirine (Médéa) le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud.

«Au-delà de la symbolique de ce lieu de culte chrétien, témoin de la parfaite coexistence entre les différentes communautés et religions, notre visite d'aujourd'hui est porteuse d'un message de paix et de solidarité vis-à-vis des autres communautés et de notre volonté d'encourager l'émergence d'un tourisme culturel capable d'apporter une valeur ajoutée au secteur», a déclaré le ministre, en marge de sa visite au monastère de Notre-Dame de l'Atlas.

«Il est temps», a estimé le ministre, «de programmer des circuits touristiques à vocation culturelle en mesure de mettre en avant la richesse de notre patrimoine et offrir, ainsi, un produit nouveau pour les touristes».

Et d'ajouter : «L'Algérie dispose d'atouts appréciables qui lui permettent de devenir, d'ici quelques années, une destination phare pour les touristes étrangers».

Estimant que le tourisme de masse «présente plus d'inconvénients que d'avantages», M. Benmessaoud s'est dit «favorable à un tourisme sélectif, écologique et en phase avec les particularités et les spécificités de la société algérienne».

L. T.

Unesco

Le paysage de Risco Caido et le palais de Mafra classés

Le palais de Mafra, monument baroque du 18^e siècle témoignant de l'opulence de l'ancien empire colonial portugais et le paysage culturel de Risco Caido et les montagnes de Grande Canarie en Espagne ont été inscrits dimanche par l'Unesco au patrimoine mondial de l'humanité.

Situé à l'intérieur de l'archipel espagnol des Canaries, le paysage Risco Caido inclut dix sites avec des vestiges d'habitations et de lieux de culte qui racontent la vie des communautés héritières des Berbères d'Afrique du nord qui vécurent isolées pendant 1.500 ans.

Parmi ces sites, l'ancien village de Risco Caido, un ensemble de logements troglodytes creusés à même une falaise.

Le joyau du paysage est une grotte-sanctuaire, découverte en 1996, avec un toit surmonté d'une coupole. Des ouver-

tures dans les parois permettent aux rayons du soleil ou à la lumière de la lune d'entrer et d'éclairer des gravures sur les murs que les experts rapprochent d'un calendrier agricole.

Les montagnes "sacrées" de Grande Canarie mettent en relief les vestiges de la civilisation aborigène qui habita l'île volcanique jusqu'à sa conquête par l'Espagne à la fin du 15^e siècle.

Avec l'inscription de Risco Caido, l'Espagne compte désormais 48 sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco, ce qui en fait le troisième pays le plus représenté dans la liste.

Le site culturel Mafra, situé à 25 km au nord de Lisbonne, est composé d'un palais royal, d'une basilique, d'un couvent, d'un jardin et d'un domaine de chasse.

A l'instar du château de Versailles près de Paris et du palais de l'Escorial de

Madrid, Mafra a été érigé par un monarque souhaitant laisser une trace de son pouvoir et de sa richesse.

Sous les ordres du roi Jean V, sa construction a débuté en 1717 et a duré une trentaine d'années, la bâtisse de marbre n'ayant été terminée qu'à la mort du monarque en 1750.

L'écrivain portugais José Saramago, prix Nobel de littérature 1998, a consacré à l'histoire de ce monument un de ses romans les plus populaires, "Le Dieu Manchot", paru en 1982.

Le palais de Mafra a également servi de décor du film "La Reine Margot" de Patrice Chéreau, primé à Cannes en 1994.

Depuis le 30 juin et jusqu'au 10 juillet, le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco s'est réuni à Bakou, en Azerbaïdjan.

H. L.

«La tristesse est un pays. Quand on est dans la tristesse, on ne peut être ni à la plage ni à la campagne.» Christine Orban



Page animée par Tinhinan

FEMMES

ILS ONT DIT :

«Adieu tristesse, bonjour tristesse. Tu n'es pas tout à fait la misère, car les lèvres les plus pauvres te dénoncent par un sourire.» Paul Eluard

ACTU-FEMMES

INCIDENT À WIMBLEDON : MEGHAN MARKLE EMPÊCHE LES FANS DE PRENDRE DES PHOTOS



Le 4 juillet dernier, Meghan Markle a surpris les aficionados de la famille royale en prenant place dans les gradins de Wimbledon, pour soutenir Serena Williams, l'une de ses amies les plus proches. Tout sourire, la duchesse de Sussex n'était pourtant pas d'humeur à être photographiée, comme l'a révélé un correspondant de la Couronne britannique...

Meghan Markle est décidément une femme pleine de surprises. Alors qu'elle profite actuellement d'un congé maternité bien mérité, après la naissance de son adorable petit Archie Harrison, baptisé il y a quelques jours, la duchesse de Sussex s'accorde néanmoins de rares sorties, qu'elles soient personnelles ou professionnelles. Si elle limite au maximum les apparitions officielles, l'épouse du prince Harry avait tout de même tenu à être présente à l'occasion de la parade militaire Trooping The Colour en juin dernier, pour célébrer le 93^{ème} anniversaire de la reine Elisabeth II.

Quelques jours plus tard, la duchesse de Sussex avait également fait le déplacement au parc olympique Queen Elizabeth de Londres aux côtés du prince Harry, venu notamment promouvoir sa fondation Invictus. Des apparitions au compte-gouttes qui ravissent les aficionados de la Couronne, qui en redemandent. La preuve récemment à Wimbledon, un tournoi de tennis dont raffolent particulièrement les membres de la famille royale. Après Kate Middleton, c'est Meghan Markle qui a fait une apparition surprise dans les gradins, pour soutenir son amie de longue date, Serena Williams.

Tout sourire avec ses deux amies d'université, Lindsey Roth et Genevieve Hills, la maman d'Archie ne boudait pas son plaisir. Pourtant, Richard Palmer, correspondant royal au *Daily Express*, a révélé dans une série de tweets, que Meghan Markle avait expressément demandé à ne pas être photographiée par les fans pendant le match. «L'un des gardes du corps de Meghan a demandé au public d'arrêter de prendre des photos d'elle, car elle était présente dans un cadre privé, selon les dires d'une femme présente sur place», a-t-il expliqué. Pas de doute, la duchesse de Sussex ne plaisante pas avec son image...

BEAUTÉ

Les rituels beauté qui nous révèlent



BOIRE LA TASSE DE THÉ ÉCLAIRCIT LE TEINT !

Vous rêvez d'un teint frais et éclatant ? Faites du thé le petit rituel de la pause ! Riche en tanins et en vitamine C, le thé est en effet un puissant antioxydant naturel : il limite les effets des radicaux libres, véritables intrus responsables du vieillissement de la peau.

Mieux encore, buvez du thé vert, 10 fois plus concentré en actif que le thé noir. Un geste simple à renouveler régulièrement dans la journée

pour atteindre le fameux quota «1,5 l d'eau par jour», gage d'une peau souple et bien hydratée !

LE PETIT RAT, UN MODÈLE D'ÉLÉGANCE !

Révélez votre féminité en vous inspirant du petit rat... de l'opéra ! Pour adopter la posture danseuse (et éviter les maux de dos), pensez, toutes les 2 heures par exemple, à redresser les épaules, rentrer les fesses et étirer le cou. Les seins se redressent, vous vous tenez droite et gagnez en confian-

ce, vous êtes naturellement plus gracieuse.

FAIRE LA PEAU AUX RIDES, ÇA DÉTEND !

En appliquant votre crème de jour ou quand vous vous sentez crispée, posez vos doigts sur la partie supérieure des sourcils, puis pressez avec les doigts vers le bas tout en levant les sourcils. Restez ainsi pendant une dizaine de secondes puis recommencez. Faites aussi la peau au double menton en tirant votre langue 20 secondes le plus possible vers l'avant tout en gardant la bouche grande ouverte. Un excellent rite contre les rides.

LE RIRE FAIT PÉTILLER LE REGARD ET LA SANTÉ

Votre prochaine cure de beauté ? Un bon fou rire ! Réflexe qui augmente la circulation sanguine, irrigue la peau, et lui donne un joli teint rosé. En plus, avec 400 millions d'alvéoles pulmonaires dilatées par séance de rigolade, c'est comme si vous suiviez un cours de gym, les courbatures en moins ! Et l'endorphine, hormone anti-blués et anti-douleur libérée par votre cerveau au moment du rire, vous garantit une sensation de bien-être et de bonnes minutes d'euphorie.

SOINS

Les bienfaits du gommage

Le gommage permet d'éliminer les vieilles cellules afin de nettoyer la peau et lui donner un aspect satiné...

POURQUOI VOTRE PEAU A-T-ELLE BESOIN DE GOMMAGE ?

Le gommage est considéré de nos jours comme un soin particulier de la peau. Il apporte à la peau de multiples bienfaits puisqu'il sert à la nettoyer de toutes ses vieilles cellules qui s'accumulent à sa surface. En effet, les cellules de la peau naissent en profondeur (hypoderme) puis migrent petit à petit vers la surface (la cornée) où elles meurent. Au fil des années, les cellules mortes s'accumulent et finissent par fermer les pores de l'épiderme tout en les asphyxiant et perturbant en plus ses mécanismes physiologiques.

QUEL EST LE RÔLE DU GOMMAGE ?

Le gommage permet de faire face à la pollution, les poussières, les cellules mortes, les excès de sébum... les impuretés auxquelles notre peau est confrontée au quotidien doivent être nettoyées.

En effet, le gommage permet d'éliminer les vieilles cellules afin de nettoyer la peau et lui donner un aspect satiné. Il stimule aussi la circulation sanguine à la surface de la



peau et facilite la pénétration et augmente l'efficacité des produits de soin du visage et du corps.

QUEL GOMMAGE POUR QUEL TYPE DE PEAU ? Ceci dépend de votre peau :

Peaux normales : tous les soins gommant conviennent du moment qu'ils ne vous arrachent pas la peau !

Peaux sensibles : il est recommandé d'être prudent avec ce genre de peau. Choisissez des gommages doux qui n'abîment pas votre peau, par exemple les gels douches exfoliants peuvent être utilisés plus souvent. Utilisez des produits hypoallergéniques, les produits à base d'argile sont bien tolérés. Le mieux est de demander des conseils et une prescrip-

tion à un dermatologue.

Peaux grasses : ce genre de peaux a particulièrement besoin d'être gommée, supporte bien les textures très condensées en grains ou en particules synthétiques. Elles leur assurent un nettoyage en profondeur.

QUELLE EST LA BONNE TECHNIQUE ?

Sur le visage, il faut procéder du bout des doigts, par petits mouvements circulaires en évitant le contour des yeux. Il est préférable d'insister sur les parties médianes : nez, front et menton. Pour le corps, on peut frotter plus vigoureusement avec la main plutôt qu'avec un gant en éponge qui «absorberait» les petits grains gommant dans ses fibres.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



SPORTS



Mi-temps agitée pour la Côte d'Ivoire

Aurier se blesse à la main

■ Le capitaine de la Côte d'Ivoire Serge Aurier est réapparu après le match avec une attelle sur sa main droite, le stigmate d'une mi-temps agitée dans le vestiaire, mais qui a «fait du bien», lors du 8e de finale de la CAN que les Eléphants ont gagné face au Mali (1-0), lundi à Suez. «On s'est échauffés un petit peu, car dans le jeu, on n'était pas bons. J'ai tapé sur la table et voilà», a déclaré le défenseur qui n'a pas joué en raison d'une cheville douloureuse. «A la maison, quand ça ne va pas, les parents nous crient dessus. C'est la même chose. On se devait de ne pas avoir de regrets, parce qu'on savait qu'il y avait la place. Il manquait juste quelques réglages, c'est ce qu'on s'est dit. On s'est dit les vérités, parfois ça fait du bien. Ce groupe-là en a besoin», a poursuivi le joueur de Tottenham. La Côte d'Ivoire a beaucoup subi face à la talentueuse équipe du Mali, qui a eu plusieurs occasions pour prendre l'avantage durant la première période. Elle s'est montrée patiente pour marquer sur une de ses rares opportunités, par Wilfried Zaha (76). «On est tombés face à une valeureuse équipe mais on aurait pu largement mieux faire. Il faut qu'on prenne plus de risques. Il faut accepter de subir mais il ne faut pas refuser le jeu. Il y avait des petits réglages à faire dans le vestiaire», a expliqué Aurier. «On a su réagir. On est sur le bon chemin. Parfois, il faut aussi se dire les choses. C'est ça, un groupe aussi, quand on gagne tout est beau, mais quand on ne gagne pas, il faut être tous ensemble, et ce soir on l'a été. A la mi-temps, chacun a dit ce qu'il avait à dire et on est revenus avec des meilleurs arguments», a-t-il continué.

Tanzanie

Le sélectionneur Amunike limogé



■ Le sélectionneur nigérian de la Tanzanie, Emmanuel Amunike a été limogé après l'élimination des Taifa Stars dès le premier tour de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2019 en Egypte, a annoncé lundi la Fédération tanzanienne de football. «La Fédération tanzanienne de football et le coach de l'équipe nationale Taifa Stars, Emmanuel Amunike, sont parvenus à un accord de rupture de leur contrat», indique la Fédération dans un communiqué en swahili. «Le processus de recrutement du nouvel entraîneur est immédiatement enclenché», ajoute-t-elle. Ancien international nigérian, Emmanuel Amunike, 48 ans, avait signé en août 2018 un contrat de deux ans avec la Fédération tanzanienne. Il avait réussi à qualifier l'équipe pour sa première CAN après 39 ans d'absence.

Algérie-Côte d'Ivoire

Les supporters algériens en force à Suez



■ Quatre-cent-cinquante (450) places devraient être disponibles pour les supporters désireux faire le déplacement depuis Alger à Suez (Egypte) qui accueillera jeudi le match des quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations-2019 (CAN-2019) qui opposera les Verts à la Côte d'Ivoire. L'annonce a été faite par le MJS qui a décidé de mettre en place un pont aérien pour transporter les supporters de l'EN en prévision de cette rencontre, ce qui rappelle le fameux match face à l'Egypte qui s'est déroulé à Oum Derman au Soudan où un important pont aérien a été programmé pour les fans qui a permis le transfert d'un très grand nombre de supporters à cette époque en 2009, soit il y a dix ans. «Après la brillante qualification de l'équipe nationale de football aux 1/4 de finale de la Coupe d'Afrique des nations 2019, le ministère de la Jeunesse et des Sports a décidé d'organiser, en partenariat avec Touring Voyages Algérie (TVA) et Air Algérie, le déplacement de 450 personnes à Suez», a écrit le MJS dans un communiqué.

«La formule retenue, qui comprend le transport par avion charter, le transfert par bus vers le stade ainsi que le ticket d'accès à la rencontre, sera disponible dès demain (mardi, ndr) au prix de 35.000 DA par personne, un prix rendu possible grâce au concours des pouvoirs publics et de certains sponsors», est-il indiqué. Le MJS a appelé les personnes intéressées «à se rapprocher des agences TVA afin de procéder à leur inscription», faisant savoir que «d'autres opérations de ce type seront organisées en fonction de l'évolution du parcours de l'équipe nationale durant cette CAN-2019». Cette annonce suit celle du président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, lundi à Suez, où il était accompagné du sélectionneur national Djamel Belmadi, pour assister au 8e de finale Mali-Côte d'Ivoire et superviser le futur adversaire des «Verts» au prochain tour. «Il y aura des vols charters vers l'Egypte afin de permettre à nos supporters de venir en grand nombre soutenir la sélection nationale à partir des quarts de finale.

Nous nous attendons à la venue de nombreux supporters et nous sommes en train de travailler pour leur faciliter le séjour et l'accès au stade. Nous devons leur fournir le Fan ID afin qu'ils puissent bénéficier des billets d'entrée», avait notamment déclaré le premier responsable de l'instance fédérale. D'autre part, l'ambassadeur d'Algérie en Egypte, Nadir Larbaoui, a rencontré lundi le gouverneur de la ville de Suez, Abdelmadjid Sakr, pour aborder les préparatifs relatifs à ce match et à l'accueil de la délégation algérienne et de ses supporters.

Imad M.

Meilleurs buteurs algériens en phases finales

Mahrez revient à un but de Belloumi

■ Le capitaine de la sélection algérienne de football, Riyad Mahrez, auteur dimanche de son deuxième but à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, en 1/8 de finale face à la Guinée (3-0) au Caire, est revenu à un but de Lakhdar Belloumi, meilleur réalisateur algérien en phases finales avec six banderilles. L'ailier droit de Manchester City a surgi à la 57e minute pour faire le break face au «Syli national», signant à l'occasion son deuxième but depuis le début de cette 32e édition, après celui marqué lors du premier match face au Kenya (2-0). Avec un total de 5 réalisations en phases finales, Mahrez rejoint Djamel Menad et se positionne à un but de Lakhdar Belloumi, en tête du classement des meilleurs buteurs algériens dans l'histoire de la CAN avec six buts inscrits lors des éditions de 1980 (2 buts), 1984 (2) et 1988 (2). L'ancien Havrais en est à cinq réalisations en trois Coupes d'Afrique. Il

avait ouvert son compteur lors de la CAN-2015 en Guinée-équatoriale face au Sénégal (2-0), avant de récidiver deux années plus tard à la CAN-2017 au Gabon, en signant un doublé lors du premier match du premier tour face au Zimbabwe (2-2). Mahrez aura donc la possibilité d'occuper conjointement la tête du classement historique des buteurs algériens, dès le match des quarts de finale de la CAN-2019 jeudi prochain à Suez, contre le vainqueur du 8e prévu lundi entre le Mali et la Côte d'Ivoire. L'ailier de Naples Adam Ounas, considéré comme l'une des révélations de la compétition, a réussi à marquer, quant à lui, trois buts jusque-là, talonnant de très près l'ancien baroudeur de la sélection Djamel Menad, meilleur buteur des «Verts» en une seule édition avec 4 réalisations lors de la CAN-1990 disputée et remportée à domicile.

Delort demande de mettre le drapeau algérien dans sa fiche au jeu de football FIFA

■ L'international algérien Andy Delort a demandé lundi dans un tweet de mettre le drapeau algérien dans sa fiche au jeu de football FIFA à la place du drapeau français. «Bonsoir @EA_FIFA_France, je suis international algérien. Serait-il possible de modifier le drapeau, svp? Par avance, merci ??Tahia Djazaïr», a-t-il écrit sur son compte Twitter. L'ancien joueur d'Ajaccio ou de Wigan (28 ans) a ainsi demandé d'apporter des corrections sur son nouveau statut de «Fennec» et en tant que joueur appartenant désormais à la nation algérienne. Andy Delort, dont le père est Français de culture gitane de Catalogne et d'une mère algérienne originaire de Mostaganem, avait indiqué en mai vouloir jouer pour l'Algérie, avec l'espoir d'être sélectionné pour la CAN. Il ne figurait pas dans la liste initiale des 23 sélectionnés par Djamel Belmadi, mais la chance lui a souri pour être appelé le 13 juin pour remplacer Haris Belkebla.

Ils passent difficilement

La Côte d'Ivoire et la Tunisie dominées mais qualifiées

■ Dominer ne suffit pas: la Tunisie et la Côte d'Ivoire se sont hissées, lundi, en quarts de finale de la CAN-2019 en écartant respectivement le Mali et le Ghana, qui ont pourtant produit plus de jeu. Les Eléphants retrouvent les quarts de finale de la Coupe d'Afrique pour la première fois depuis leur sacre en 2015. Ils affronteront l'ogre algérien, tombeur de la Guinée (3-0). Pour leur troisième quart de

rang, les Aigles de Carthage, eux, auront sur leur route le Petit Poucet malgache qui a surpris la RDC (2-2, 4-2 tab). Mais que ce fut compliqué! Lors du premier match de la soirée à Suez, les Ivoiriens ont sauvé l'honneur en battant le Mali 1-0 sur un but de l'attaquant de Crystal Palace, Wilfried Zaha. Les Elephants de l'étoile montante du football africain Nicolas Pépé, qui a encore déçu, ont été dominés

durant la majeure partie de la rencontre par une équipe du Mali en manque de réalisme. En quart de finale jeudi à Suez, la Côte d'Ivoire affrontera des Algériens larges vainqueurs de la Guinée (3-0) en huitième dimanche. A Ismailia, Ghana et Tunisie ont aussi eu du mal à se départager: l'ancien de l'OM André Ayew a vu son but annulé (42e) pour une main au début de l'action de Thomas Partey, qui n'en

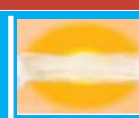
était pas une. Mais il y avait de toute façon hors-jeu. Taha Khenissi à la 73e a fini par délivrer les Aigles de Carthage (1-0), mais Rami Bedoui a marqué contre son camp (90e+2) et remis les deux équipes à égalité. Les Tunisiens ont dû attendre les tirs au but pour se qualifier grâce à un arrêt du gardien Farouk Ben Mustapha, entré pour la séance (5 tab à 4).



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 31 °C



Oran
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 30 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 16 °C
Max 33 °C

France

Paris se déclare en «état d'urgence climatique»

La Ville de Paris s'est déclarée en «état d'urgence climatique», comme de nombreuses villes dans le monde ou plus récemment les Parlements du Royaume-Uni et d'Irlande, et a annoncé le lancement d'une «Académie du climat» à destination des jeunes, après un vote hier, en conseil de Paris.

Il faut «tenir les objectifs de l'accord de Paris» adopté en décembre 2015, a plaidé l'adjointe chargée de l'environnement à la mairie de Paris, Célia Blauel, avant d'ajouter que «Paris, à l'instar de nombreuses villes, déclarait l'urgence climatique».

Dans son vœu, la mairie de Paris a décidé la création d'une «Académie du climat» qui a pour ambition d'«offrir aux jeunes et volontaires du climat, un lieu participatif et éducatif, gratuit» et ainsi former et sensibiliser ce public aux sujets environnementaux tout au long de leur scolarité ou encore permettre l'«élaboration de projets environnementaux».

Au cours de la séance, la Ville de Paris a adopté la création d'un «Giec Paris» qui réunira des experts (climatologues, urbanistes, sociologues...) qui pourront être consultés et prendre «une place constante dans la mise en oeuvre des politiques climat», a ajouté Mme Blauel.

A quelques mois des élections municipales, la maire PS de Paris, Anne Hidalgo, et son entourage n'ont cessé de multiplier les projets écologiques: après la piétonnisation des voies sur berges, la mairie de Paris a, entre autres, multiplié les projets en faveur d'une végétalisation tous azimuts des rues et places de la capitale, annonçant la création de «forêts urbaines» pour lutter contre le réchauffement climatique et les effets de la pollution.

T. L.

Mission de paix au Mali Londres prolonge sa présence pour six mois

Le Royaume-Uni a annoncé le maintien de sa présence au Mali pour six mois de plus dans le cadre de la mission de paix des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma).

Le pays y a déployé trois hélicoptères Chinook et une centaine d'hommes depuis juillet 2018. Ils resteront «jusqu'en juin 2020», a déclaré hier, un porte-parole du ministère de la Défense, cité par l'AFP.

«L'instabilité croissante au Sahel crée de la douleur et de la souffrance parmi les communautés locales et présente une réelle menace pour la sécurité européenne», a souligné le ministre de la Défense, Penny Mordaunt, dans un communiqué publié sur le site Internet de son ministère.

«Il est juste que nous prolongions notre engagement dans l'opération anti-terroriste au Mali, Burkina Faso et Niger. En apportant un soutien essentiel à nos partenaires français, nos forces armées aident à construire la stabilité et à empêcher les terroristes de disposer d'un refuge d'où préparer leurs attaques», a-t-elle ajouté.

Déployée en 2013, la Minusma compte plus de 15 000 militaires et policiers.

T. L.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

AUTOROUTE EST OUEST: OUVERTURE D'UNE NOUVELLE BRETELLE



Blida

Le wali met fin aux fonctions du directeur de l'ADE



Le wali de Blida, Youcef Chorfa, a mis fin lundi aux fonctions du directeur de l'Algérienne des eaux (ADE-Unité de Blida), suite aux pannes récurrentes ayant causé une perturbation dans la distribution de l'eau potable, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

En exécution des instructions du wali visant à assurer la continuité du service public, le secrétaire général de la wilaya, Kamel-Eddine Kerbouche, accompagné du directeur des ressources en eau de la wilaya, a effectué une visite sur le terrain pour s'enquérir du travail des équipes d'interven-

tion et de maintenance chargées de la réparation des pannes techniques au niveau de plusieurs puits, suivies d'une perturbation dans la distribution de l'eau potable et il a été décidé, dans le cadre de la préservation de la pérennité du service public et le bien-être des citoyens, de mettre fin aux fonctions du directeur de l'ADE de la wilaya de Blida, Dhoubi Ahmed.

Le wali de Blida a affirmé, à maintes reprises, et durant ses sorties sur le terrain, qu'il mettra fin au problème de perturbation de l'approvisionnement en eau potable qui se répète en cette période de l'été. Les habitants de plusieurs cités de

la ville de Blida, à l'image de Ramoul et Bab Khouikha, ainsi que des cités des communes Est de la wilaya, telles que Bouinan, Meftah, Larba, se sont plaints de la coupure de l'alimentation en eau potable après avoir protesté contre cette situation par la fermeture des routes.

L'Algérienne des eaux a recouru au système d'approvisionnement provisoire en eau au niveau des communes de Blida et Ouled Yaïch, en alimentant ses clients une fois tous les deux jours au lieu de l'approvisionnement quotidien en vigueur en raison des pannes survenues récemment.

R. K.

Tunisie

15 blessés dans le renversement de trois wagons d'un train

Quinze personnes ont été blessées, dont deux grièvement, lundi après-midi, à Kalaâ Kebira, dans le renversement des trois derniers wagons d'un train de provenance de Tunis vers Mahdia, selon des médias locaux. «L'accident n'a pas fait de mort, mais a fait plusieurs blessés et provoqué la panique chez les passagers», a précisé le

directeur régional de la Protection civile à Sousse, le colonel-major Jalloul Jaballah, cité par l'agence TAP. Des ambulances et des unités de la Protection civile ont été dépêchées sur place, pour secourir les blessés et les transporter à l'hôpital universitaire Sahloul à Sousse, ajoute la même source.

H. K.

Accidents de la circulation

41 morts et plus de 1 800 blessés en une semaine

Quarante-et-une personnes ont perdu la vie 1 831 autres ont été blessées dans 1 571 accidents de la circulation, survenus du 30 juin au 6 juillet, dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier. La wilaya de

Djelfa déplore le bilan le plus lourd avec le décès de neuf personnes alors que 40 autres ont été blessées suite à 23 accidents de la route. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 3 710

ACTU...

Khenchela

Un élément de soutien aux groupes terroristes arrêté

Un élément de soutien aux groupes terroristes a été arrêté lundi à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 8 juillet 2019 à Khenchela/5^e Région militaire, un élément de soutien aux groupes terroristes», précise la même source.

D'autre part, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, «un détachement de l'ANP a intercepté huit orpailleurs et saisi un groupe électrogène, un marteau piqueur et cinq plaques photovoltaïques», alors que «16 188 unités de différentes boissons ont été saisies à El Oued/4^e RM», conclut le MDN.

N. K.

Laghouat

218 kg de viande impropre à la consommation saisis

Une quantité de 218,1 kg de viande impropre à la consommation a été saisie par les services de la Sûreté de daïra de Brida au niveau du marché hebdomadaire de la ville, a-t-on appris hier, des services de la Sûreté de wilaya de Laghouat. Cette saisie a été opérée lors d'un contrôle de routine des activités commerciales au niveau de ce marché où avaient été constatée l'exposition et la vente de viandes rouge et blanche sans respect des normes d'hygiène et de la santé publique. Les services de la Sûreté de la daïra ont procédé, à la suite du constat d'un vétérinaire dépêché sur les lieux, à la saisie de cette quantité de viande impropre à la consommation, avant d'être détruite, en coordination avec la commission mixte d'hygiène, relevant de la commune de Brida.

F. K.

Plages d'Oran

Cinq morts par noyade en juin

Cinq personnes sont mortes par noyade et 352 autres ont été secourues à travers les plages de la wilaya d'Oran au mois de juin dernier, a indiqué hier, un communiqué de la direction de wilaya de la Protection civile.

Les cinq morts par noyade ont été enregistrés sur des plages rocheuses et non surveillées, alors que les opérations de sauvetage ont eu lieu sur des plages où la baignade est autorisée.

Le nombre d'interventions de la protection civile a atteint 888 à travers les plages de la wilaya permettant de prodiguer des soins sur place à 488 personnes et de transférer 43 autres vers les centres de santé, a-t-on fait savoir.

Les services de la Protection civile ont recensé l'affluence de 616 000 estivaux sur les 35 plages autorisées à la baignade de la wilaya d'Oran au mois de juin dernier.

H. K.

H. B.